

Chapitre premier

L'EUROPE À SON APOGÉE, 1914

L'Europe et le monde

En 1900, l'Europe apparaît comme le plus puissant et le plus prospère des continents. Les Européens constituent, comme jamais auparavant, la proportion la plus importante de la population mondiale¹. L'explosion démographique qui a lieu en Asie, en Afrique et en Amérique latine au XX^e siècle a commencé en Europe autour des années 1750. Après une croissance d'à peine 3 % entre 1650 et 1750, la population européenne est multipliée par deux – et même davantage – entre 1800 (180 millions d'habitants) et 1900 (401 millions d'habitants). Elle essaime à travers le reste du monde dans les années 1900 : chaque année, un million d'émigrants européens partent pour former de nouveaux peuplements aux Amériques, ainsi que dans la partie asiatique de l'Empire russe. Parmi eux, on compte un grand nombre d'« émigrants temporaires » : missionnaires, soldats, enseignants et entrepreneurs, qui apposent la marque de l'Europe au reste du monde. En 1914, cent millions d'Européens résident en Amérique du Nord et quarante millions en Amérique latine ; on trouve de plus petites poches de peuplement européen dans les colonies d'Afrique, d'Asie et du Pacifique.

En 1914, ce n'est cependant pas par leur nombre, mais grâce à leur dynamisme que les Européens dominent le monde. La population européenne bénéficie d'un bon niveau d'éducation et de formation, d'une culture fondée sur l'innovation et la créativité, d'une production industrielle de masse et du quasi-monopole de la force militaire. Comme l'écrit Paul Valéry, tandis que la majeure partie du monde conservait ses coutumes inchangées, « cette sorte de cap du vieux continent, un appendice occidental de l'Asie,

1. En 1914, les Européens représentaient 25 % de la population mondiale sur 7 % de la superficie de la Terre. Par la suite, d'autres peuples connurent une croissance plus rapide. En 2000, les Européens ne représentent plus que 12 % de la population mondiale, contre 61 % pour les habitants de l'Asie, les Africains 13 %, les Nord-Américains 8 % et les Latino-Américains 6 %.

[...] se distingu[a] profondément de toutes les autres au point de vue humain ».

« Partout où l'esprit européen domine, on voit apparaître le maximum de *besoins*, le maximum de *travail*, le maximum de *capital*, le maximum de *rendement*, le maximum d'*ambition*, le maximum de *puissance*, le maximum de *modifications de la nature extérieure*, le maximum de *relations et d'échanges*¹. »

Au cours du XIX^e siècle, les Européens sont les premiers à transformer leur environnement au point de le rendre méconnaissable. Ils substituent aux travaux des champs fixés par le rythme immuable des saisons, à la routine de la vie villageoise et au rythme de la marche à pied, les rythmes trépidants des manufactures, des villes tentaculaires et des chemins de fer. En 1914, en dépit de l'émergence du Japon et des États-Unis comme puissances industrielles, l'Europe joue un rôle économique décisif. Elle produit 56 % du charbon mondial (les États-Unis en produisent 38 %) et 60 % du fer et de l'acier (32 % pour les États-Unis). L'Europe réalise 62 % des exportations mondiales (alors que les États-Unis comptent pour 14 %). Elle se distingue dans le domaine des arts et des sciences. Les Européens se perçoivent comme le « monde civilisé ». Et dans la mesure où l'influence du modèle européen sur les autres peuples ne cesse de grandir, l'avenir promet, selon toute vraisemblance, une européanisation du monde à plus ou moins brève échéance.

COMMERÇANTS, VOYAGEURS ET INVESTISSEURS EUROPÉENS

Le reste du monde est de plus en plus entraîné dans la globalisation, dont le centre est l'Europe. Partout où les marchandises font l'objet d'échanges monétaires et non de troc, les pratiques mercantiles européennes se sont imposées. Le système de l'étalon-or international, conformément auquel les États se sont engagés à assurer la convertibilité de leur monnaie en or, a grandement facilité l'essor des échanges commerciaux, en permettant de vendre dans une monnaie et d'acheter dans une autre. Toutes les sociétés commerciales choisissent Londres pour y ouvrir leur siège social. Londres devient ainsi *de facto* la capitale d'un système d'échanges stable, unifié et globalisé. La livre britannique, en effet, est convertible en or depuis 1821 (la plupart des autres pays développés n'ont adopté l'étalon-or qu'après 1870). De plus, les chambres de compensation, les courtiers d'assurances et les armateurs britanniques sont les plus puissants, les moins chers et les plus expérimentés du monde. En 1914, Londres s'occupe de l'apurement de

1. Paul Valéry, « Note (ou l'Européen) » et « Mais qui donc est européen ? », in *Œuvres*, t. II, *Variétés. La crise de l'Esprit*, Gallimard, 1957.

70 % des comptes étrangers d'entreprises américaines. Les firmes britanniques possèdent 70 % de la flotte marchande mondiale. Un commerce international plus libre constitue la pierre de touche de ce système de libre-échange. Durant une courte période, de 1860 à 1879, les principales nations commerçantes n'imposent presque aucune taxe sur les marchandises en provenance de l'étranger et quasiment toute forme de restriction au commerce disparaît. Jamais la circulation des biens et des personnes n'a été soumise à une régulation aussi minime de la part des États. Avant la Première Guerre mondiale, on peut voyager n'importe où dans le monde sans passeport, vendre des produits en provenance de n'importe quel continent et toucher des revenus d'investissements étrangers sans en référer à aucun gouvernement – à condition, bien sûr, d'avoir de l'argent.

Les Européens ne se contentent pas de commercer avec le reste du monde et de voyager ; ils y investissent aussi leur argent. En 1914, 83 % des investissements étrangers à l'échelle mondiale proviennent de l'Europe, tant dans les pays développés que dans les pays sous-développés : mines du Canada, chemins de fer des États-Unis, compagnies d'électricité en Amérique latine, plantations d'arachide au Sénégal, exploitations cotonnières en Égypte, mines de diamant en Afrique du Sud, compagnies de commerce à Shanghai, etc. En Amérique latine, seul le Chili possède son propre réseau de chemins de fer en 1914. Même le nouveau géant américain, les États-Unis, est fortement endetté vis-à-vis des investisseurs européens. À la veille de la Première Guerre mondiale, les investissements européens aux États-Unis atteignent un total de presque sept milliards de dollars, alors que les investissements américains en Europe s'élèvent à peine à 10 % de cette somme.

L'IMPÉRIALISME

Les Européens, toutefois, ne peuvent se livrer au commerce, voyager ou investir à l'étranger en toute sécurité sans avoir la garantie que les gouvernements locaux assureront leur protection et celle de leurs biens. S'agissant d'États modernes, la pression diplomatique s'avère généralement suffisante. Au milieu du dix-neuvième siècle, les commerçants et les investisseurs britanniques s'accommodent, pour la plupart, de ce que l'on a appelé l'« Empire informel » ou l'impérialisme du libre-échange. Cependant, plus les Européens déploient leur énergie dans des régions moins développées, plus ils courent de risques liés au banditisme, aux populations hostiles ou aux caprices des souverains locaux. Dans les contrées moins développées, les Européens font de plus en plus le choix de sauvegarder leur accès au marché et aux matières premières, ainsi que le bénéfice de leurs investissements, en prenant ouvertement le contrôle politique et militaire de ces régions. La création de ces empires se justifie à leurs yeux par l'intime conviction qu'ils ont d'être supérieurs par leur culture et par leur race aux peuples lointains qu'ils ont soumis.

À la fin du dix-neuvième siècle, la théorie de la hiérarchie naturelle des races et le darwinisme social donnent un vernis scientifique à ces prétentions.

L'impérialisme européen – l'acquisition d'empires – n'était certes pas un phénomène inédit à la fin du dix-neuvième siècle. Dès le quinzième siècle, les Européens avaient commencé à installer des avant-postes sur le pourtour des océans¹. Aux seizième et dix-septième siècles, ils avaient découvert et exploité des mines d'or et d'argent en Amérique latine, ouvert des comptoirs commerciaux en Asie. Ils avaient contraint les souverains étrangers à leur accorder des privilèges – par exemple celui d'être jugés par leurs propres tribunaux – dans des enclaves comme Shanghai, voire dans des régions entières comme l'Empire ottoman. Mais toutes ces avancées furent éclipsées par ce qui allait se produire dans les années 1870-1911. Durant cette période, les Européens colonisent l'ensemble du monde moins développé. Ils se partagent toute l'Afrique, à l'exception du Libéria et de l'Éthiopie. Les Français achèvent la conquête de l'Indochine dans les années 1880. Après 1897, les Européens commencent à se tailler des sphères d'influence en Chine. En 1914, la Grande-Bretagne possède un empire qui représente cent quarante fois sa propre superficie. La Belgique, un empire qui fait quatre-vingts fois sa taille. Les Pays-Bas, soixante fois ; la France, vingt fois. La Russie devient une puissance majeure sur le Pacifique grâce à l'achèvement du Transsibérien (1891-1903). L'Allemagne, qui était entrée tardivement dans la compétition, en 1885, supplée à un empire colonial relativement étriqué, limité à l'est et au sud-ouest de l'Afrique ainsi qu'au littoral chinois, par des investissements massifs dans l'est et le sud de l'Europe et par la construction accélérée d'une puissante flotte après 1900. Seul le Japon parvient à endiguer la marée européenne en adoptant avec succès les techniques industrielles venues d'Europe, à tel point qu'en 1894, il est en mesure de dénoncer les privilèges accordés aux marchands étrangers en 1858.

Les historiens sont très divisés sur les causes de ce gigantesque débordement d'énergie que fut l'impérialisme européen de la fin du dix-neuvième siècle. Certains pensent qu'il s'agit là d'un phénomène essentiellement culturel : zèle des missionnaires désireux de convertir de nouvelles ouailles, des ingénieurs pour construire des ponts au-dessus de fleuves inexplorés, ou des militaires avides de gloire. En Indochine, ce furent en effet les missionnaires catholiques qui appelèrent à l'aide la marine française ; et ce furent les officiers de la marine qui outrepassèrent leur mission et placèrent l'Indochine sous contrôle français entre les années 1850 et les années 1880.

D'autres historiens expliquent l'impérialisme par des nécessités économiques. Ils prennent l'exemple de l'occupation française de la Tunisie en 1881, provoquée par la peur des actionnaires français de perdre leurs avoirs, ou celui de l'occupation britannique de l'Égypte en 1882, où les investisseurs

1. La première colonie européenne des temps modernes fut Ceuta, un comptoir portugais sur la côte nord de l'actuel Maroc, fondé en 1402.

européens ne parvenaient plus à percevoir les intérêts des prêts qu'ils avaient consentis au prodigue souverain d'Égypte, le khédive Ismaïl. Certaines colonies étaient presque exclusivement des affaires commerciales : la Compagnie africaine unie fondée en 1879 par sir George Goldie instaura des échanges commerciaux entre la Grande-Bretagne et ce qui est aujourd'hui le Nigeria. Quant à la conquête italienne de la Libye sur l'Empire ottoman en 1911, elle était autant promesse de terres vierges pour les habitants du sud de l'Italie surpeuplé que promesse de gloire.

Expliquer l'impérialisme par des motifs commerciaux ou démographiques n'offre pas, cependant, de réponse tout à fait satisfaisante. En premier lieu, les territoires acquis dans la précipitation entre 1885 et 1914 convenaient rarement à un peuplement par les Européens. De plus, les puissances impérialistes commerçaient davantage entre elles qu'avec leurs colonies. L'interprétation économique de l'impérialisme repose sur l'idée que le capitalisme ne peut se suffire à lui-même. Un économiste libéral britannique, John A. Hobson, interpellé par la guerre britannique en Afrique du Sud, la guerre des Boers (1899-1902), fut le premier à suggérer que de faibles salaires et une mauvaise répartition des richesses laissaient les ouvriers européens avec un pouvoir d'achat si bas que les capitalistes ne pouvaient échapper aux dépressions récurrentes de l'économie qu'en recherchant outre-mer de nouveaux marchés, plus juteux, et des profits d'investissement plus rentables¹. Lénine alla encore plus loin qu'Hobson dans *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme* (1917). Selon lui, les capitalistes se rabattent sur les monopoles quand la concurrence et des investissements toujours plus coûteux réduisent leur taux de profit. Quand les monopoles se bousculent pour saisir leur dernière chance de profit à l'étranger, les États capitalistes entrent inévitablement en conflit et, tôt ou tard, se détruisent les uns les autres en des guerres semblables à celle qui fait rage au moment où Lénine rédige son texte. Lénine avait cependant sous-estimé à quel point le capital continuait à être investi dans les pays développés, même à l'apogée du stade impérialiste, de 1885 à 1914. Néanmoins, aucune interprétation ne peut laisser de côté le facteur économique dans l'impérialisme.

Une fois commencée, quel que soit l'ensemble des raisons invoquées, l'expansion impériale eut tendance à suivre son propre élan dynamique, alors même que les derniers territoires étaient conquis. Ronald Robinson et John Gallagher affirment que les Britanniques prirent le contrôle de l'Égypte en 1882 afin de protéger les capitaux investis déjà aux Indes. En d'autres termes, l'existence même d'une colonie créait la nécessité stratégique d'en contrôler l'accès². Les détracteurs de cette théorie soulignent le fait que les Britanniques occupaient les Indes pour des raisons en grande partie – sinon exclusivement – économiques. De toute façon, en 1914, le visage de l'impé-

1. John A. Hobson, *Imperialism : A Study*, Londres, 1902.

2. Ronald Robinson et John Gallagher, *Africa and the Victorians*, Londres, 1967.

rialisme était celui d'un monde dans lequel les puissances occidentales s'étaient établies sur chaque continent dans un rapport de concurrence. Une fois que l'Américain Robert Peary eut atteint le pôle Nord en 1908 et que Roald Amundsen eut hissé le drapeau norvégien au pôle Sud en 1911, plus aucun point de la planète n'échappait désormais à l'emprise de l'impérialisme triomphant sous une forme ou sous une autre.

Le quasi-monopole d'une force militaire moderne permit aux Européens de défendre leurs empires jusqu'en 1945. Les unités coloniales, sous la conduite d'officiers européens et équipées des armes les plus récentes, mettaient aisément en déroute les forces des potentats orientaux, des royaumes musulmans et des tribus africaines. Les indigènes ne pouvaient tout au plus espérer que des victoires ponctuelles et sans lendemain. Les revers d'unités britanniques en Afrique du Sud face aux Zoulous en 1879 ou au Soudan en 1885, ainsi que la défaite italienne d'Adoua (1896) devant les forces éthiopiennes, constituèrent des exceptions qui frappèrent les esprits. Dans ces conditions, Rudyard Kipling, le chantre de la domination impériale britannique, pouvait bien chanter, magnanime, son admiration pour les vaillants guerriers soudanais :

« *Eh, honneur à vous, Fuzzy-Wuzzy*
Vous qui avez mis en pièces un carré anglais¹ ! »

Jusqu'alors, en effet, les Britanniques étaient toujours en définitive parvenus à leurs fins.

Les puissances industrielles émergentes hors d'Europe ne tentèrent même pas de mettre sur pied des armées comparables à celles des puissances européennes. L'armée américaine, par exemple, n'avait d'autre mission que de soumettre l'ultime résistance des Indiens. Jusqu'en 1914, les grandes armées de terre de France, d'Allemagne, d'Autriche-Hongrie et de Russie n'eurent d'égales, en puissance, qu'elles-mêmes. Ce fut ainsi un choc prémonitoire pour les Européens de voir la flotte américaine ravir à l'Espagne, en 1898, un empire colonial, et la Russie être vaincue par le Japon en 1905.

ARTISTES ET SCIENTIFIQUES EUROPÉENS

Vers 1900, la domination européenne en matière de culture et de science est aussi incontestable que sa domination dans les domaines économique et militaire. Dans les romans d'Henry James, les Américains qui voyagent à l'étranger ne cherchent pas seulement le plaisir d'admirer des sites pittoresques, ils aspirent à acquérir un savoir-vivre et un savoir-faire. Aucun physicien, aucun chimiste américain ne pouvait prétendre exceller dans son

1. Rudyard Kipling, *Ballads and Barrack Room Ballads*, Londres, 1892.

domaine sans avoir au préalable étudié en Europe, même après que les universités américaines eurent introduit, suivant l'exemple de l'université Johns Hopkins en 1876, le PhD (*philosophiae doctor*, titre du diplôme de doctorat) et des séminaires de recherche copiés sur le modèle allemand. Chaque année, des centaines d'étudiants américains venaient faire leurs études de médecine en Allemagne. Ce n'était pas seulement par politesse que le philosophe de Harvard William James commença ainsi son séminaire à Édimbourg en 1901 sur les « différentes formes d'expérience religieuse » :

« Pour nous, Américains, recevoir notre éducation de la voix même de savants européens, et non pas seulement par les livres, est quelque chose d'évident... Il nous semble naturel d'écouter pendant que les Européens parlent. Nous n'avons pas encore acquis l'habitude inverse, celle de parler pendant que les Européens écoutent. Et le premier qui aura l'audace de prendre la parole ne le fera que sur le ton de l'excuse¹. »

Paysages européens : villes et campagnes

En 1914, l'Europe est le continent le plus urbanisé. C'est dans l'Europe du Nord-Ouest que, pour la première fois, la majorité de la population active passe de l'agriculture à l'industrie, et de la campagne à la ville. Alors même qu'on assiste à une explosion démographique, la population rurale stagne, voire décline, la population sans cesse grandissante alimentant les villes, grandes et moyennes. Entre 1800 et 1900, le nombre des villes européennes de plus de 100 000 habitants passe de 22 à 120. Les villes nouvelles industrielles affichent la croissance la plus rapide (la ville d'Essen, par exemple, voit sa population multipliée par trente entre 1800 et 1900). Quant aux capitales pré-industrielles comme Paris, Londres ou Vienne, leur population triple ou quadruple au cours du dix-neuvième siècle. En 1848, seules Londres et Paris (et Edo, ancien nom de Tokyo) comptent plus d'un million d'habitants. En 1914, six villes européennes dépassent ce chiffre, tandis qu'on ne dénombre que trois villes millionnaires aux États-Unis, trois en Asie et deux en Amérique latine. En l'an 2000, bien que seules deux villes européennes (Londres et Moscou) fassent partie des vingt-cinq mégapoles mondiales, aux côtés des villes géantes d'Asie et d'Amérique latine, l'Europe reste le continent le plus urbanisé. 74 % de sa population vit en effet en ville, avec un pourcentage encore plus élevé en Grande-Bretagne, en Allemagne et aux Pays-Bas. Une telle proportion ne se retrouve qu'en Amérique du Nord. Être Européen signifie d'abord vivre dans une grande ville ou à proximité. Mais

1. William James, *Les Formes multiples de l'expérience religieuse : essai de psychologie descriptive*, Exergue, 2001.

ces faits bruts comptent sans doute moins que l'impact social et intellectuel du mode de vie urbain.

VIVRE EN VILLE

Ces villes, qui comptaient parmi les plus splendides réalisations européennes, avaient aussi leur côté sordide. Depuis le Moyen Âge, les villes avaient pour particularité de concentrer l'argent, le pouvoir et l'expression artistique, mais elles voyaient dans le même temps se développer, en leur sein, des zones de taudis urbains pestilentiels. Avec la révolution industrielle s'accrut encore le nombre de malheureux vivant dans les bas-fonds urbains. De nouveaux logements misérables furent édifiés dans l'urgence, le tout noyé de crasse et de fumée. En 1857, Charles Dickens décrit ainsi une « vieille maison délabrée » de Londres :

« Enveloppée de son manteau de suie et lourdement appuyée sur les béquilles qui avaient partagé son déclin et s'étaient usées avec elle, la vieille maison délabrée n'avait jamais une période de bonne santé ou de bonne humeur quoi qu'il advînt... Pluie, grêle, gelée, dégel s'attardaient encore dans cette lugubre enceinte, bien après avoir disparu d'autres lieux ; et quant à la neige, on l'y voyait pendant des semaines, changeant du jaune au noir pour terminer lentement dans les pleurs sa malpropre carrière¹. »

Les premiers urbanistes avaient pensé leur ville – le Paris impérial, la Rome ecclésiastique, Venise – avec des espaces publics où pouvaient se déployer fastueusement l'élégance, la splendeur et l'expression de la puissance de ses dirigeants. Les villes du dix-neuvième siècle – au cours duquel on vit les classes moyennes prospérer – se développèrent sur un fond de spéculation immobilière effrénée, et avec un minimum de planification urbaine, à l'exception des nouveaux quartiers riches situés à l'ouest, « sous le vent » de la vieille ville. Dans le Paris de Napoléon III (1852-1870), la principale réalisation de planification urbaine fut la percée de « grands boulevards », qui ouvrirent de larges entailles à travers les taudis de la capitale. À Vienne, les murs de la vieille ville furent abattus à partir de 1858 et remplacés par le large *Ring*, avec son Opéra et ses élégants cafés. Moins planifiées sans doute furent les nouvelles grandes avenues commerciales de Berlin, comme le *Kurfürstendamm*, et l'édification très profitable d'un quartier résidentiel dans les forêts de pins et les champs de pommes de terre à l'ouest de la ville.

Face à ces transformations urbaines, la réaction ambivalente des Européens, au tout début du XX^e siècle, n'est guère surprenante. Les critiques pointent l'évidente misère des taudis urbains, mais aussi l'indifférence et le

1. Charles Dickens, *La Petite Dorrit*, Paris, Gallimard, 1970.

manque de but et de sens qui dégradent tant d'existences citadines. De façon symptomatique, la littérature du dix-neuvième siècle reprend fréquemment le thème du départ vers la ville et décrit le malaise des nouveaux venus. Julien Sorel, le héros du roman de Stendhal *Le Rouge et le Noir* (1831), en est un prototype. Des aventures sentimentales de plus en plus intéressées le conduisent à Paris, où il finit exécuté pour avoir tenté de tuer sa maîtresse. Beaucoup d'Européens, parmi les millions qui s'exilèrent dans les villes, s'y trouvèrent en effet confrontés à des mœurs dépravées, à la solitude aussi bien qu'à la misère physique. Tandis que les critiques de l'ordre social établi condamnaient la misère urbaine, les conservateurs, quant à eux, voyaient dans les villes un labyrinthe où se perdait une civilisation déracinée. Les héros du roman de Maurice Barrès *Les Déracinés* (1897) perdent leurs repères moraux à Paris et finissent par sombrer dans le crime.

Durant la Première Guerre mondiale, le philosophe allemand Oswald Spengler se plaignait :

« qu'à la place d'un homme authentique, grandi sur son sol natal, était apparu un nouveau type d'homme, nomade, qui se fondait, instable, dans la masse fluide : l'habitant parasite des villes, sans tradition, foncièrement terre à terre, sans religion, malin, stérile, profondément méprisant envers l'homme de la campagne et tout particulièrement envers son avatar le plus abouti, le gentleman-farmer¹ ».

Malgré toute sa magnificence, la ville apparaît à beaucoup comme un désert humain.

« *Cité fantôme*
Sous le fauve brouillard d'une aurore hivernale :
La foule s'écoulait sur le Pont de Londres : tant de gens...
Qui eût dit que la mort eût défait tant de gens ?
Des soupirs s'exhalaient, espacés et rapides,
Et chacun fixait son regard devant ses pas². »

Même ainsi, à l'aube du vingtième siècle, les villes européennes possèdent un irrésistible pouvoir d'attraction.

La foule la plus nombreuse à avoir jamais pris part à une manifestation – quelque cinquante et un millions de personnes, soit plus de la totalité de la population française – est celle qui se presse à l'Exposition universelle de Paris en 1900. Des millions de personnes continuent à affluer vers les villes. Les ambitieux s'y installent parce que la ville offre de plus nombreuses occasions que nulle part ailleurs d'acquérir richesse et renommée. Les miséreux de la campagne y viennent parce qu'un travail mal payé vaut toujours mieux

1. Oswald Spengler, *Le Déclin de l'Occident*, Gallimard, 1948.

2. T. S. Eliot, *La Terre Vaine, et autres poèmes*, Seuil, 1970.

que pas de travail du tout. Ceux qui n'ont pas la conscience tranquille y recherchent l'anonymat. Quant aux artistes, ils apprécient la diversité et la fièvre des villes qui stimulent leur inspiration ; à l'image de Baudelaire qui, dans les années 1860, célébrait ces lieux où s'alliaient « multitude et solitude », qui libéraient une « ribote de vitalité », un monde enivrant de « jouissances fiévreuses » et où l'âme « se donne tout entière, poésie et charité, à l'imprévu qui se montre, à l'inconnu qui passe¹ ».

La créativité européenne ne pouvait se concevoir sans un environnement urbain.

VIVRE DANS LES CAMPAGNES D'EUROPE

Un voyageur traversant l'Elbe en direction de l'est découvre un monde radicalement différent de celui de l'Europe du Nord ou de l'Ouest avec ses fermes d'un bon rendement commercial et son urbanisation galopante. Jusqu'au-delà de l'horizon se déploient à perte de vue de vastes domaines appartenant à l'aristocratie, cultivés de manière extensive par des journaliers agricoles sans terre. En Pologne, les Radziwill ne possèdent pas moins de cinq cent mille hectares ; les Esterhazy, en Hongrie, sept cent cinquante mille. En 1895, quatre mille grands propriétaires se partagent un tiers des terres hongroises. La grande et la petite noblesse russe, même appauvries à la suite des importantes acquisitions foncières réalisées par les classes moyennes à la fin du dix-neuvième siècle, possèdent encore 14 % de l'ensemble des terres. Quant à la famille impériale, ses domaines représentent 1 % de l'immense territoire russe. L'Europe méridionale offre des traits semblables. D'immenses domaines, les *latifundia*, s'étendent en Italie méridionale et dans le sud de l'Espagne. Environ 2 % de la population possède 66,5 % des terres dans la province espagnole d'Andalousie. Une partie de la petite noblesse et quelques bourgeois enrichis issus de la classe moyenne tentent d'imiter le mode de vie des grands propriétaires terriens. Ceux-ci exercent sur leur région une domination sociale et économique bien plus efficace que les autorités locales.

Sur les *latifundia*, le mode d'exploitation agricole donne des rendements extrêmement faibles. Un tiers des paysans russes ne possèdent toujours pas de charrue en acier en 1914. Le système ancestral d'assolement triennal laisse en jachère de vastes étendues de terre. Au tournant du siècle, un paysan russe produit à peine neuf boisseaux de céréales de printemps par hectare, contre vingt-sept pour un paysan allemand et plus de trente-cinq pour un fermier anglais. En Andalousie, de vastes étendues, réservées à la chasse ou à l'élevage extensif des taureaux, restent inexploitées. L'immense population

1. Charles Baudelaire, *Les Foules*, in *Petits poèmes en prose. Œuvres complètes*, Jacques Crépet (dir), vol. 2, Paris, 1924.

rurale de l'Europe de l'Est et du Sud fournit une main-d'œuvre nombreuse, vouée aux travaux saisonniers, mais dépourvue d'outils modernes et, de ce fait, sous-employée. L'espoir de devenir propriétaire semble alors inaccessible à bien des paysans. En Europe de l'Ouest et du Nord, où la structure de la ferme familiale indépendante est la règle, à la fin du dix-neuvième siècle, le conservatisme des paysans propriétaires fait contrepoids à l'agitation ouvrière du monde urbain. En revanche, en Europe de l'Est et du Sud, la multitude de paysans en manque de terre constitue une véritable poudrière sociale.

En Europe méditerranéenne et dans les Balkans subsiste un troisième modèle : les habitants de villages reculés, blottis dans les hauteurs inaccessibles et hors de portée du pouvoir de l'État, pratiquent une agriculture de subsistance coupée des circuits d'échanges. Dans ces régions, de nombreux paysans possèdent quelques arpents de terres rocailleuses et étagées en terrasses, qui subviennent à peine à leurs besoins. D'autres paient un tribut à de petits propriétaires rapaces. Le physicien et peintre Carlo Levi, originaire d'une ville du nord de l'Italie, et assigné à résidence dans l'un de ces villages reculés du sud de l'Italie par le régime fasciste de Mussolini, écrit que la civilisation chrétienne elle-même, c'est-à-dire tout ce qu'il était advenu depuis l'Antiquité grecque, semble s'être arrêtée net dans le dernier bourg commerçant avant le village¹.

D'autres villages ancestraux soustraits au cours du temps subsistent également dans les Balkans, tels ceux décrits dans les souvenirs de l'écrivain yougoslave Milovan Djilas qui évoque son bourg natal du Monténégro (*Une terre sans justice*, 1958). Ce n'est qu'après 1945 que ces derniers vestiges d'une économie de subsistance finiront par être rattrapés par la modernité.

Riches et pauvres

LA CLASSE ET LE RANG SOCIAL

En 1914, la société européenne est très fortement hiérarchisée. Même après un siècle qui avait vu l'expansion des classes moyennes et les avancées de la démocratie, les écarts sociaux restent grands. Ils se remarquent même du premier coup d'œil. La position sociale en Europe se voit aux vêtements, à la taille, au teint et à de subtils détails dans le maintien. Les travailleurs manuels portent habituellement une casquette ou un béret, une blouse bleue, un pantalon en drap grossier ; les femmes mariées des classes inférieures, particulièrement dans le sud et l'est de l'Europe, sont traditionnellement vêtues de robes noires en gros drap et portent des châles. Les paysans sont chaussés de sabots de bois. Bien qu'au dix-neuvième siècle la

1. Carlo Levi, *Le Christ s'est arrêté à Eboli*, Paris, Gallimard, 1976.

taille des individus ait commencé à augmenter sous l'effet d'une meilleure alimentation, les pauvres, même en Angleterre, mesurent en moyenne huit centimètres de moins que les riches¹. Les travaux pénibles et les machines dangereuses impriment leur marque sur les corps estropiés. Les visages et les cous brunis par le soleil sont perçus comme un signe révélant une caste inférieure et non comme le signe d'une vie de loisir. Pendant la Première Guerre mondiale, un officier britannique regardant ses hommes se baigner dans une rivière se serait exclamé : « Je n'aurais jamais imaginé qu'ils avaient des corps si blancs ! »

L'odeur et la voix achèvent de révéler l'appartenance sociale. La comédie de George Bernard Shaw *Pygmalion* (1900) traite du rapport entre accent et classe sociale. Comme Bernard Shaw le remarque dans la préface à sa pièce, « il est impossible pour un Anglais d'ouvrir la bouche sans se faire tout de suite mépriser par un autre ». Le riche et oisif linguiste Henry Higgins et son ami le colonel Pickering rencontrent Eliza Doolittle, une jeune vendeuse de fleurs des faubourgs, au marché de Covent Garden, à Londres. « Vous voyez cette créature avec son accent à couper au couteau, dit Higgins, un accent qui vous condamne à rester dans le caniveau jusqu'à la fin de vos jours, eh bien, Monsieur, donnez-moi trois mois, et je me charge de faire passer cette fille pour une duchesse à une garden-party d'ambassade. Je pourrai même lui trouver une place de femme de chambre chez une lady ou un travail d'assistante dans un magasin, ce qui exige un meilleur anglais. »

LES PAUVRES

En 1914, la plupart des Européens sont pauvres, mais leur niveau de vie s'améliore. L'Europe du Nord et de l'Ouest est la première région au monde où la majorité de la population peut espérer s'élever au-dessus du simple seuil de survie, qui prévaut partout ailleurs.

Les historiens continuent de débattre pour savoir si le niveau de vie des ouvriers européens s'est élevé ou a baissé à la suite de la révolution industrielle du début du dix-neuvième siècle. À la fin du siècle, en tout cas, il est certain que les salaires ont connu une réelle augmentation. Entre 1880 et 1914, le pouvoir d'achat double quasiment en Angleterre, en France et en Allemagne. À cette époque, en plus du pain et des pommes de terre, on trouve souvent de la viande sur la table des familles ouvrières. Un grand nombre d'ouvriers peuvent s'offrir des vêtements manufacturés, certes simples, et parviennent même à dégager quelques sous pour aller de temps

1. Emmanuel Le Roy Ladurie date la fin de l'« Ancien Régime anthropologique » aux alentours de 1860, quand le prolétariat européen, repérable à la petite taille de ses hommes, commença à disparaître et que la taille moyenne augmenta de douze centimètres environ jusqu'à la taille d'aujourd'hui (*Annales : économies, sociétés, civilisations*, juillet-octobre 1972).

en temps au café, principal loisir accessible à l'ouvrier à l'issue d'une semaine de travail de cinquante à soixante heures.

Avec l'augmentation massive de la productivité, tant agricole qu'industrielle, la question de la répartition des richesses prime désormais sur celle de la production. Puisque les Européens produisent davantage, ils se sentent en droit de se répartir plus équitablement le surplus.

Or, en dépit de réels progrès matériels, la pauvreté reste encore omniprésente en Europe en 1914, même dans les régions les plus riches. En Angleterre, dans la ville épiscopale d'York, Seebohm Rowntree a consacré sa vie à rassembler des données précises sur la façon dont ses concitoyens vivent. Infatigable, il mène son enquête de maison en maison et parvient, en 1899, à la conclusion que 28 % des habitants de la ville d'York disposent de revenus à peine suffisants pour assurer simplement le renouvellement de leur force de travail¹. Une enquête semblable, menée à Londres à la même époque, montre que plus de 30 % de la population vit sous le seuil de pauvreté. En 1900, dans la ville la plus riche du pays le plus prospère du monde, presque un tiers des habitants souffrent de manière chronique de faim, de froid et d'épuisement.

La pauvreté est aussi répandue dans les régions prospères du nord de la France, aux Pays-Bas et dans l'ouest de l'Allemagne. Dans les régions moins développées de l'est et du sud de l'Europe, une vie réduite au strict nécessaire – ou pire – est le lot commun. En 1900, par exemple, dans les Balkans et en Espagne, l'espérance de vie est inférieure à 35 ans. Même ceux qui, grâce à leur salaire, vivent au-dessus du seuil de précarité, se trouvent confrontés à une autre donnée de la vie ouvrière, celle-ci incontournable : l'insécurité. La protection sociale en est, en effet, à ses balbutiements. L'Allemagne a ouvert la voie, après 1883, en instaurant des plans d'assurance-retraite et de sécurité sociale. La France suit l'exemple allemand, beaucoup plus timidement toutefois, en mettant sur pied, dans les années 1890, des contrats d'assurance sociale volontaire. En Grande-Bretagne, le parti libéral, conduit par David Lloyd George, remplace, en 1911, le modèle d'assurance volontaire créé par les syndicats par un système national et obligatoire d'assurance-maladie et d'assurance-chômage. Mais même ainsi, un grand nombre de nécessiteux ne sont pas couverts, notamment ceux qui travaillent à leur compte, les ouvriers agricoles et les domestiques. La plupart des familles ouvrières ont connu au moins une fois dans leur vie la grande pauvreté et redoutent d'y retomber à nouveau si, par malchance, le chef de famille, celui qui rapporte un salaire, se met à boire, à jouer, a un accident ou tombe malade.

1. Seebohm Rowntree, *Poverty*, Londres, 1901. Rowntree a mené une autre étude qui prolonge la précédente, durant la Dépression de 1936 – il avait alors 80 ans – sur la vie sous l'État-providence. Il dénombre à York, cette année-là, 36 % de gens vivant sous le seuil de pauvreté, la cause n'étant plus les bas salaires, mais le chômage. La grande éclaircie vint après la Seconde Guerre mondiale ; les 3 % de pauvres à York en 1951 étaient tous des personnes âgées.

LES RICHES

L'écart entre les riches et les pauvres est prodigieux. L'année où le personnage de *Pygmalion*, le professeur Higgins, rencontre Eliza Doolittle occupée à vendre ses fleurs au marché de Covent Garden, le propriétaire des lieux, le duc de Bedford, perçoit quinze mille livres sterling de loyer pour ce seul bien¹. Les invités qui se rassemblent chaque week-end dans les gentilhommières ou les pavillons de chasse en Angleterre, en Andalousie ou en Hongrie, trouvent tout naturel que des centaines de serviteurs défassent leurs bagages et se tiennent debout derrière chaque convive durant les dîners. En ces temps où l'on ne connaît pas encore l'impôt sur le revenu, aucun déploiement de faste, aussi extravagant soit-il, ne semble déplacé. Le comte Robert de Montesquiou, qui sert de modèle au personnage de Charlus dans *À la recherche du temps perdu* de Marcel Proust (1913-1927), organise des soirées musicales à Paris au début du siècle. Les pièces débordent de roses ; le comte a installé une soprano wagnérienne « dans un nuage d'iris gris avec, çà et là, un poinsetta pour rappeler le thème du feu » ; l'une des invitées, la comtesse Greffulhe, apparaît vêtue d'une « robe brodée de lys d'or ; un rang de perles se tord dans ses cheveux noirs² ».

Les très riches appartiennent soit à l'aristocratie, soit à la grande bourgeoisie. Hériter d'un titre de noblesse signifie encore quelque chose en 1914. Dans leur grande majorité, les gros propriétaires terriens, ceux qui monopolisent entre leurs mains le pouvoir social, économique et politique en Europe de l'Est et du Sud, sont issus de l'aristocratie. Sur ses terres de Hongrie, un prince Esterhazy règne quasiment en souverain. L'aristocratie prussienne, concentrée pour l'essentiel dans de vastes domaines à l'est de l'Elbe, jouit d'un pouvoir quasi exclusif sur le corps des officiers et l'administration publique en Prusse, l'État qui domine l'Empire allemand. Même dans l'Angleterre urbaine et industrielle, tous les premiers ministres, jusqu'en 1902 – à l'exception de Disraeli et de Gladstone – ont été pairs du royaume. Il n'y a qu'en France et en Italie que les titres de noblesse ne confèrent plus la puissance politique. Les révolutions françaises de 1789, 1830 et 1848 ont aboli les distinctions de naissance, sinon socialement du moins légalement, si bien que les aristocrates sont astreints aux mêmes lois que les autres citoyens et ne jouissent pas de privilèges politiques. La proportion de nobles siégeant dans l'une ou l'autre des deux assemblées législatives françaises est passée, entre 1871 et 1914, d'un tiers à un pourcentage négligeable. L'unification de l'Italie, entre 1859 et 1871, a balayé les petits royaumes italiens auxquels les aristocrates étaient attachés, réduisant ainsi considérablement le rôle poli-

1. Environ 75 000 \$ au taux d'échange de l'année 1900. Bien sûr, le duc de Bedford possède aussi beaucoup d'autres propriétés, y compris de grands domaines agricoles.

2. Philippe Jullian, *Robert de Montesquiou*, Perrin, 1964.

tique de ces derniers. Mais, même en France et en Italie, les aristocrates continuent à être traités avec déférence et, bien qu'amputés de leur pouvoir politique, ils conservent toute leur influence au sein de l'armée, de l'Église et dans la diplomatie.

Les plus riches des magnats de l'industrie et du commerce n'ont rien à envier aux aristocrates, si ce n'est leur titre héréditaire. Traditionnellement, les nouveaux riches ou ceux qui accèdent à une fortune conséquente font de leur mieux pour acquérir des terres et des domaines, des manières aristocratiques et éventuellement un titre de noblesse sinon pour eux-mêmes, du moins pour leurs descendants. À partir de 1900 cependant, un nombre croissant de riches se sentent moins enclins à monnayer leur entrée dans l'aristocratie. Les revenus de l'agriculture ayant fortement diminué à la fin du dix-neuvième siècle, les titres de noblesse ont davantage besoin de la fortune, que la fortune n'a besoin de titres de noblesse. Pour retrouver leur splendeur, certains aristocrates européens épousent des héritières américaines. Ainsi, par exemple, le père de Winston Churchill, lord Randolph Churchill, épouse la New-Yorkaise Jennie Jerome ; le comte français Boni de Castellane, la fille du constructeur de chemins de fer américain Jay Gould. Dans les années 1900, les gens fortunés, avec titre ou sans titre de noblesse, ne se distinguent plus guère dans la pratique, même s'ils ne s'invitent peut-être pas à dîner les uns les autres.

LES CLASSES MOYENNES

Entre le petit nombre des riches et la multitude des pauvres s'étend une large classe moyenne. Dans sa frange supérieure, la classe moyenne européenne est constituée d'hommes d'affaires confortablement établis, de professions libérales ainsi que de leurs familles. *Les Buddenbrook* (1902) de Thomas Mann nous décrivent sur plusieurs générations l'ascension, puis le déclin, d'une famille de marchands de Lübeck solidement établis. Les fondateurs de la maison de commerce des Buddenbrook étaient des hommes mesurés, durs à la tâche, ayant le sens de l'épargne, confiants dans la valeur de l'argent, aussi méprisants envers les habitudes frivoles et dispendieuses des aristocrates qu'envers les manières grossières de la plèbe. Le but ultime de leur vie était de transmettre à leurs fils l'amour de l'affaire familiale : « Je prie Dieu d'être capable de te transmettre l'affaire dans l'état de prospérité où elle se trouve aujourd'hui », écrivait le vieux Johann Buddenbrook à son fils : « Travaille, prie et économise. »

La classe moyenne européenne tend à afficher sa respectabilité et accorde une plus grande valeur aux bons usages qu'à un étalage de richesses de mauvais goût, caractéristique du nouveau riche ou du noble frivole. Porter des habits raides, donner des repas officiels, se plier à des rituels élaborés, recevoir, laisser sa carte de visite sont des manières onéreuses de faire savoir

au monde extérieur que l'on connaît les convenances et qu'on est capable de les maintenir. Les romans du début du vingtième siècle sur la vie de famille fourmillent de « cérémoniaux de respectabilité », comme la féroce description du dressage des enfants à l'époque victorienne dans le roman de Samuel Butler, *Ainsi va toute chair* (1903), dont le jeune héros « fut dressé à se mettre à genoux [...] avant même de savoir ramper ».

En dessous de cette frange supérieure, bien établie, de la classe moyenne, une population nombreuse, sans assurance du lendemain, se débat pour sauvegarder le plus grand nombre possible de signes extérieurs de respectabilité. Boutiquiers, travailleurs qualifiés en passe de réussite et professions libérales marginales se cramponnent aux valeurs et aux symboles des classes moyennes, tout en ayant conscience que le moindre coup du sort peut les faire basculer dans la pauvreté.

Il est impossible d'évaluer précisément le nombre de personnes appartenant aux classes moyennes en Europe vers 1914, à cause des contours imprécis de ces catégories. À leur sommet, elles se confondent avec l'aristocratie ; à leur base, elles se fondent dans la classe ouvrière. Le dix-neuvième siècle a la réputation d'avoir été le siècle de leur triomphe. Il serait erroné toutefois de supposer qu'autour de 1914 la plupart des habitants des nations les plus prospères d'Europe appartiennent aux classes moyennes. En 1914, seule une minorité bien lotie peut être considérée à l'abri des aléas de la fortune.

Avant 1914, les citoyens britanniques paient un impôt sur le revenu de 5 % pour la tranche supérieure à 150 livres sterling¹. Mais seules 300 000 personnes (soit un adulte sur 170) y sont assujetties et s'y plient d'ailleurs en récriminant. Et encore, parmi ces ménages, tous ne parviennent pas aisément à afficher les nécessaires signes extérieurs de prospérité. En 1914, 120 000 ménages anglais contrôlent les deux tiers des biens immobiliers et des capitaux du pays. Sur ce nombre, quelque 40 000 propriétaires fonciers possèdent 27 des 34 millions d'hectares du pays. À l'autre bout de l'échelle sociale, les deux tiers environ de la population ne disposent que de 5 % de la richesse nationale britannique.

L'emploi de serviteurs est un autre indicateur du statut de la classe moyenne supérieure. En 1901, en Angleterre, les domestiques représentent la profession la plus importante, avant même les mineurs, les ingénieurs ou les agriculteurs, hommes et femmes confondus. C'est de loin la profession la plus répandue parmi les femmes ; on compte ainsi environ 1,5 million de femmes travaillant comme domestiques sur un total de 4 millions de femmes salariées. Harold MacMillan, premier ministre conservateur britannique de la fin des

1. Levé d'abord en Angleterre pour financer les guerres napoléoniennes, l'impôt sur le revenu est adopté en Europe à partir de la fin des années 1880. Vers 1910, seuls la France, les États-Unis, la Belgique et la Hongrie n'ont pas encore levé d'impôt sur le revenu. Les États-Unis adoptent un impôt fédéral sur le revenu en 1913 et la France en 1914. Au lendemain de la Première Guerre mondiale, tous les États modernes ont adopté l'impôt sur le revenu.

années 1950, évoque dans ses mémoires la maison de son enfance : celle prospère, mais austère, d'un éditeur méthodiste et, comme telle, sans manières ; on n'y emploie cependant pas moins de sept domestiques.

Plus bas dans l'échelle sociale, les familles un peu aux marges de la classe moyenne s'efforcent de garder un domestique car, avant l'invention des gazinières et des appareils électriques, la femme qui brique sa maison et prépare la cuisine pour toute la famille se sent ravalée au rang de femme de condition inférieure et elle en prend inévitablement l'apparence. La famille Marx, par exemple, exilée à Londres, vitote misérablement dans un deux pièces à Soho sur les revenus occasionnels d'articles de Karl Marx publiés dans la *Tribune* de New York et avec l'aide de leur ami Friedrich Engels. Néanmoins, les Marx ne se séparent pas de leur fidèle servante, Frau Demuth.

Le signe ultime de reconnaissance d'une classe moyenne bien établie dans la vie réside cependant dans quelque chose de moins mesurable : la maîtrise du cours de sa vie. Une proportion croissante d'Européens dépend désormais des décisions prises par les grandes entreprises ou par l'État. Dans les années 1900, le nombre d'artisans indépendants – charpentiers, plombiers et autres professions du même genre – a diminué jusqu'au seuil incompressible de 10 % de la population active, un seuil toujours observable aujourd'hui. Les ouvriers d'usine forment la catégorie qui a connu la croissance la plus rapide à la fin du dix-neuvième siècle, pour atteindre, vers 1900, environ un tiers de la population active – proportion qui reste quasiment inchangée jusqu'à la fin du vingtième siècle.

Au tournant du siècle, une autre catégorie connaît un essor encore plus accéléré : les cols blancs, employés de bureau ou de commerce, modestes fonctionnaires comme les instituteurs et les postiers. Ces cohortes de cols blancs s'efforcent de préserver les signes d'appartenance aux classes moyennes, mais leur vie dépend pour l'essentiel des décisions d'autrui, du rapport des forces sociales en présence et d'un marché dont les lois les dépassent largement.

Même après un siècle d'ascension des classes moyennes, la plupart des Européens ne sont toujours pas établis à leur compte. En Angleterre, région la plus urbanisée et la plus industrialisée d'Europe, seuls 20 à 30 % des habitants peuvent être considérés comme appartenant à une véritable classe moyenne. Un Anglais né à l'intérieur de ce cercle magique, ou qui s'y est hissé au prix de grands efforts individuels, peut alors se dire, à l'instar de Winston Churchill, que « le vieux monde à son déclin, drapé des trésors accumulés tout au long du passé, restait beau à voir¹ ». Hors de ce cercle, beaucoup d'autres luttent pour y entrer. Vient ensuite la grande majorité des pauvres. Les régions les plus fortement urbanisées et industrialisées d'Europe – le nord de la France, les Pays-Bas, l'ouest de l'Allemagne, la Suède et peut-être

1. Winston Churchill, *La Crise mondiale, 1911-1915*, Payot, 1925.

le nord de l'Italie – présentent la même hiérarchie sociale. Plus à l'est et au sud, la classe moyenne se résume à une poignée de marchands et de prêteurs sur gages – souvent juifs – établis dans les petites villes marchandes perdues dans la vaste campagne. Là, l'aristocratie et les masses paysannes s'affrontent en un face à face plus violent qu'ailleurs.

ASCENSION SOCIALE

Un Européen peut-il facilement, durant sa vie, gravir l'échelle sociale ? Il est clair qu'à cette époque, les classes sociales en Europe ne sont pas des castes immuablement établies dès la naissance. Même si les titres transmis de père en fils et la naissance confèrent encore un énorme prestige social, la fortune compte déjà davantage, et on peut l'acquérir avec de la chance, du talent et le goût de l'effort, même si la voie d'accès semble étroite. Des études sur la réussite des hommes d'affaires français ont montré que la plupart d'entre eux se sont hissés au-dessus de leur condition d'artisan dans les premiers temps de la révolution industrielle, avant 1850. En revanche, à la fin du dix-neuvième siècle, il faut être à la tête d'un capital bien plus important pour fonder une grande entreprise. Il est exceptionnel de voir un Européen s'élever dès la première génération dans l'échelle sociale et trouver un « beau parti » dans une classe supérieure ; l'ascension sociale est un processus qui nécessite plusieurs générations. Elle se solde parfois par une douloureuse expérience personnelle de mise à l'écart, voire de rejet.

À la veille de la guerre de 14, la stabilité sociale reste la règle et, selon toute probabilité, un Européen finit généralement ses jours dans la même condition sociale qu'au moment de sa naissance.

Les femmes et les familles

AVOIR MOINS D'ENFANTS

À l'aube du vingtième siècle, l'Europe a déjà amorcé l'un des changements majeurs des temps modernes, la transition démographique caractérisée par la baisse de la natalité et la diminution du nombre d'enfants dans chaque famille.

En général, les sociétés passent par trois stades démographiques. Dans les sociétés traditionnelles, la population reste à peu près stable parce qu'une forte mortalité annule les effets d'une forte natalité. À l'étape intermédiaire, les progrès de la médecine et de l'alimentation permettent de diminuer la mortalité et la population s'accroît. L'Europe du Nord et de l'Ouest parvient à ce stade entre le dix-septième et le dix-neuvième siècle (le tiers-monde, après la Seconde Guerre mondiale).

À l'étape finale, le taux de natalité décline et la population se stabilise de nouveau. Cette étape du développement démographique des sociétés survient en Europe au dix-neuvième siècle, quand les parents commencent à prendre conscience des avantages d'avoir moins d'enfants¹. Il y avait en effet moins de raisons de mettre au monde un grand nombre d'enfants, puisque la plupart d'entre eux survivaient, ce qui n'était pas le cas auparavant. Par ailleurs, le travail des enfants, largement répandu à la campagne comme dans les ateliers de la première révolution industrielle, a été progressivement limité par l'instruction publique obligatoire et par des réglementations plus contraignantes. Avoir des enfants devient alors encore plus onéreux. La famille nombreuse paraît ainsi un obstacle à l'existence « respectable », « bourgeoise » de la classe moyenne.

En France, peu après 1800, la classe moyenne, et sa frange inférieure, est la première au monde à pratiquer le contrôle des naissances de façon massive. La limitation du nombre des naissances gagne l'Angleterre, l'Allemagne et la Scandinavie après les années 1870. Le facteur religieux ne fut pas déterminant, comme en témoigne le fait que la France catholique ait ouvert la voie. De même que ne fut pas déterminant l'accès aux moyens de contraception. On en connaissait déjà certains depuis longtemps, comme le mariage tardif et le *coïtus interruptus*. L'industrie moderne et la connaissance médicale à la fin du dix-neuvième siècle rendent accessibles à tous d'autres moyens de contraception efficaces, comme le diaphragme et le préservatif. Mais ils restent trop onéreux pour la plupart des gens, avant le développement de la production de préservatifs en latex bon marché dans les années 1930². Le changement décisif ne réside pas dans le progrès technologique mais bien dans le changement des mentalités, un plus grand nombre de familles considérant la diminution des naissances comme la clé d'un mode de vie plus aisé.

Dans les quarante années qui suivent 1890, le taux de natalité en Europe du Nord et de l'Ouest diminue de moitié. Les Danoises nées entre 1840 et 1844 mettaient au monde en moyenne 4,4 enfants, 60 % des naissances ayant lieu après leur trentième année ; les Danoises nées entre 1905 et 1909 ont en moyenne 2,25 enfants, 60 % des naissances ayant lieu avant trente ans. Des changements identiques bouleversent les sociétés de tous les pays avancés d'Europe.

Au dix-neuvième siècle, beaucoup de femmes se mariaient tardivement – ou pas du tout. L'importance du célibat féminin n'est pas seulement le

1. Il n'est pas certain que toutes les sociétés atteignent un jour cette troisième étape. Là où le développement industriel et commercial est faible, et où les enfants sont une source de revenus et de prestige, où la mortalité infantile est élevée, les parents sont fortement incités à avoir un grand nombre d'enfants. Dans ces sociétés, la croissance de la population continue à devancer celle de la productivité.

2. Dans les années 1960, la pilule contraceptive est révolutionnaire par son faible coût et par la maîtrise qu'elle donne aux femmes de leur contraception.

propre des romans de Jane Austen (*Orgueil et préjugés*, 1813), c'est une caractéristique de l'ensemble des sociétés européennes.

Par contraste, les femmes mariées continuaient à procréer jusqu'à un âge avancé, dans la mesure où les grandes familles restaient attractives. Après la révolution démographique, les femmes se marient plus jeunes et ont leurs enfants plus tôt. Dans le même temps, leur espérance de vie s'allonge.

Les Danoises nées entre 1905 et 1909 peuvent espérer atteindre l'âge de 68 ans, contre 47 ans pour celles nées entre 1840 et 1844.

Passé trente ans, l'âge de la maternité révolu, beaucoup de ces femmes modernes aspirent désormais à mener une autre vie.

LA PLACE DES FEMMES

Les hommes règnent encore en maîtres absolus sur leur foyer. Le Code Napoléon, qui s'applique non seulement en France mais dans de nombreux autres pays européens qui ont modernisé leur législation au dix-neuvième siècle, renforce l'autorité du mari et du père. Les veuves n'ont aucun droit de propriété et ne peuvent ni prendre de décision concernant le domicile ou l'éducation de leurs enfants, ni ester en justice contre leur mari. Au sein du foyer où grandit le sociologue Max Weber, le père, qui faisait partie de la classe moyenne, n'était probablement pas plus autoritaire que la plupart ; la mère, quant à elle, l'était probablement plus. Une fois son dernier-né entré à l'école, en 1886, elle supporta de plus en plus difficilement l'autorité de son mari, du fait que la richesse de la famille provenait en grande partie de sa dot et que, malgré cela, elle ne pouvait en faire librement usage pour ses bonnes œuvres, comme l'y incitaient sa nature et son éducation imprégnée des valeurs du calvinisme.

« Ainsi, vers sa cinquantième année, Hélène Weber, conformément à la tradition en vigueur dans son milieu, ne disposait ni d'une somme fixe pour les frais du ménage, ni d'un pécule pour ses besoins personnels. Au lieu de cela, elle devait, son livre de dépenses à l'appui, solliciter les sommes dont elle avait besoin pour faire tourner la maison et pour elle-même au coup par coup. Elle était donc continuellement soumise au contrôle de son mari et – ce qui était aussi caractéristique de cette situation – en butte à ses nombreuses critiques et à l'expression de sa stupéfaction lorsqu'il s'agissait de grosses dépenses dont il était incapable de juger du bien-fondé. Elle vivait cette situation comme quelque chose d'autant plus paradoxal et d'autant plus pesant que la moitié du revenu familial provenait de ses propriétés¹. »

Plus on descend dans l'échelle sociale, et plus l'autorité du père est, semble-t-il, draconienne. Un jeune Anglais se souvient du mode de vie de

1. Arthur Mitzman, *The Iron Cage*, New York, 1971.

ses grands-parents à la fin du dix-neuvième siècle. Le grand-père, cordonnier et bottier, semble avoir été plus dur et moins prévoyant que beaucoup d'ouvriers anglais, mais la déférence de son épouse, qui mit au monde onze enfants en quatorze ans, n'avait rien d'exceptionnel pour l'époque :

« Les femmes du peuple, comme des esclaves, étaient toujours aux petits soins avec leur mari. À la maison, les hommes ne faisaient rien. Ce n'était pas à eux de porter les seaux de charbon, de casser du bois, ou de descendre la poubelle dans la rue pour le ramassage. [...] Quand Edwin rentrait de son travail, sa chaise devait être immédiatement libérée. Il se délestait de son baluchon et de son manteau par terre pour qu'elle les ramasse et, sans un mot, s'asseyait et levait chacun de ses pieds pour qu'elle délace ses souliers et les retire, puis posait ses pieds sur son tablier reprisé et délavé qu'elle portait toujours à la maison. Quand il mourut, l'attention dont il avait été l'objet durant toute sa vie se reporta sur l'unique mâle qui vivait à la maison¹. »

Comme les femmes ont déjà le droit de vote en Nouvelle-Zélande (1893), en Australie (1902), en Finlande (1906) et en Norvège (1913), ainsi que dans quelques États américains comme le Wyoming (1869), le suffrage des femmes est déjà à l'ordre du jour. Une forte pression accentue le processus en Angleterre où, entre 1910 et 1914, Emmeline Pankhurst, ses filles et ses *supporters*, toutes fort déterminées, prennent la tête de manifestations en faveur du vote des femmes ; ces manifestations se soldent par des centaines d'arrestations et la mort d'au moins une personne. Cependant, en Angleterre et en Allemagne, la barrière électorale ne tombe pas avant la Grande Guerre. Il faut même attendre 1944 pour la France, 1946 pour l'Italie, 1971 pour une partie des cantons suisses et 1976 pour le Portugal, avant de voir le droit de vote accordé aux femmes. Quant à la question de leurs droits, dans le cadre de leur travail et au sein de la famille, le nombre croissant de femmes exerçant un travail en Europe durant la Première Guerre mondiale n'est que le début d'une longue évolution vers l'espoir de voir les femmes mener une vie plus indépendante. Une mutation des mentalités bien plus profonde encore devra s'opérer avant qu'on ne décide de réviser le Code Napoléon français, dans les années 1960, et que l'on accorde une égalité juridique pleine et entière aux femmes mariées.

Systèmes politiques et mouvements de masse

Le système politique européen le plus courant, en 1914, est celui de l'État souverain. La souveraineté – un concept politique qui s'était affirmé en Europe au seizième siècle dans le but de légitimer la monarchie absolue face

1. Jeremy Seabrook, *The Unprivileged*, Londres, 1967.

aux revendications à la fois des seigneurs féodaux et de l'Église – est l'essence de l'autorité illimitée détenue par les États modernes. Elle émane d'une source unique de pouvoir et n'est assujettie à aucune ingérence juridique extérieure. La souveraineté s'oppose à la notion médiévale selon laquelle toute autorité sur terre relève d'une loi universelle, divine ou naturelle. Même après que la souveraineté populaire s'est substituée à l'autorité absolue du prince, le principe fondamental, en 1914, est que l'État reste, en dernier lieu, juge de ses propres intérêts et qu'il traite avec les autres États en fonction de ceux-ci ; même si, dans l'Europe d'avant 1914, les États doivent accepter de se soumettre, dans leur propre intérêt, à un certain nombre de conventions internationales (par exemple les conventions postales internationales, la Croix-Rouge, les conventions régissant le droit de la guerre, ou le système d'arbitrage international mis en place lors de la conférence de La Haye en 1899).

Les États qui jouissent d'un pouvoir suffisant pour écarter toute ingérence extérieure dans leurs affaires, en fait comme en théorie, sont tenus pour de grandes puissances. En 1914, les grandes puissances sont la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne, la Russie, l'Autriche-Hongrie, et peut-être l'Italie, mais certainement pas l'Espagne, ni l'Empire ottoman.

Quelques États européens, notamment les empires multinationaux comme l'Autriche-Hongrie, la Russie, la Turquie ottomane, englobent un grand nombre de peuples différents. Cependant, un État par nation – un État-Nation – devient, de plus en plus, l'idéal européen.

LA MONARCHIE

En 1914, la plupart des États européens sont des monarchies. Parmi les grandes puissances, seule la France est une république. L'Espagne le devient durant une courte période, en 1873, mais restaure la monarchie en 1875. Tout au long du dix-neuvième siècle, les nouveaux États indépendants tendent tous à faire appel pour les gouverner à un petit prince allemand sans trône : le prince Léopold de Saxe-Cobourg pour la Belgique en 1830 ; Otton de Bavière pour la Grèce en 1832 (et un prince danois quand Otton fut déposé en 1862) ; Charles de Hohenzollern-Sigmaringen, appelé à devenir le roi Carol de Roumanie en 1881 ; Alexandre de Battenberg, puis Ferdinand de Saxe-Cobourg pour occuper le trône de Bulgarie en 1879 et 1886, etc.

En 1914, un régime authentiquement républicain est une exception : il n'existe qu'en France, en Suisse et au Portugal. En Angleterre, sous le règne de la reine Victoria et du roi Édouard VII, la maison royale est réellement populaire, davantage que sous les règnes de George IV ou de Guillaume IV au début du dix-neuvième siècle. La plupart des libéraux italiens ont accepté à la tête du pays la maison royale de Sardaigne, à qui l'on devait l'unité de

l'Italie, et presque tous les libéraux allemands ont accepté les Hohenzollern de Prusse comme empereurs de l'orgueilleux nouvel Empire allemand. Dans les Empires austro-hongrois ou russe, être républicain avant 1914 revient de fait à être révolutionnaire.

Bien que, dans la plupart des pays européens – grands ou petits –, la monarchie fasse partie du décor sans l'ombre d'une contestation, il est admis, en 1914, qu'elle doit s'exercer dans le cadre d'une Constitution. Ici encore, on constate une gradation de l'ouest vers l'est du continent. En Grande-Bretagne, en Scandinavie et dans les Pays-Bas, le monarque règne, mais ne gouverne pas. En Italie, en Allemagne et en Europe de l'Est, les limitations à l'autorité du monarque sont à la fois plus récentes et plus restreintes. Le kaiser Guillaume II en Allemagne, l'empereur François-Joseph d'Autriche et le tsar Nicolas II de Russie ont toujours le dernier mot sur la politique nationale.

Toutefois, même dans ces empires, on note une tendance persistante à opposer des limites constitutionnelles, à des degrés plus ou moins grands, à la monarchie. Le Reichstag (parlement) de l'Empire allemand détient ainsi un pouvoir décisif en matière budgétaire dans beaucoup de domaines, bien qu'il ait échoué, en 1886-1887, dans ses efforts pour obtenir le contrôle du budget militaire. Les Chanceliers de l'empire des Habsbourg comme de l'Empire allemand doivent obtenir le consentement des parlements de leur pays pour conduire leur politique intérieure. Même l'autocrate de toutes les Russies a été contraint d'accepter un parlement (Douma) après la révolution de 1905. Aussi limitées que soient ses prérogatives, la Douma possède des pouvoirs législatifs et son accord est nécessaire pour faire passer le budget, excepté le budget militaire et la liste civile, qui restent du ressort exclusif de l'empereur. Ces évolutions ont fait croire à des constitutionnels démocrates russes, comme Pavel Milioukov, et à des socialistes réformistes, comme Alexandre Kerenski, que leur pays pouvait être gouverné comme les monarchies constitutionnelles de l'Europe occidentale. Pour Milioukov et Kerenski, comme pour les libéraux européens en général, le principal enjeu politique, en 1914, reste celui posé clairement par la Révolution française de 1789 : comment remplacer une autorité héréditaire par une citoyenneté dotée de certains pouvoirs ? Leur modèle est, assurément, la démocratie parlementaire britannique.

LE RÔLE DES PARLEMENTS

Deux facteurs, avant la Première Guerre mondiale, ont fait évoluer le rôle des parlements. En premier lieu, puisque les États accroissent leurs prérogatives sociales et économiques, les parlements ont davantage à faire. Comme la législation étend ses compétences et gagne en complexité, les membres des parlements se doivent d'être moins dilettantes et de passer plus de temps à siéger. Ainsi, la durée moyenne des sessions de la Chambre des communes

britannique passe de 116 jours par an au milieu du dix-neuvième siècle à 146 jours par an à la veille de la Première Guerre mondiale. En second lieu, un nombre croissant d'Européens reçoivent le droit d'élire les membres de leurs parlements. La Grande-Bretagne a accordé le droit de vote à tous les adultes de sexe masculin en 1884. En France, le droit de vote pour les hommes est établi en 1848 et passe dans les faits après 1871. Ce même droit est instauré en Espagne en 1890, en Belgique en 1893, en Norvège en 1898, en Suède et en l'Autriche en 1907 et en l'Italie en 1912¹.

L'Europe centrale et orientale reste à la traîne. Bien que le Reichstag fédéral allemand soit élu, depuis la création du Reich en 1871, par tous les hommes en âge de voter, les membres de la puissante Chambre haute, le Bundesrat, sont nommés. Et la Prusse, qui est de loin l'État le plus important et le plus puissant du système fédéral allemand, n'a pas rejoint les plus petits États allemands qui ont accordé le droit de vote aux adultes de sexe masculin pour choisir leur gouvernement. Le système électoral prussien, fondé sur une répartition des électeurs en trois classes, permet à la poignée de citoyens les plus fortunés, ceux qui font rentrer un tiers des impôts dans les caisses de l'État, d'élire un tiers des députés. Jusqu'à la Première Guerre mondiale, la Hongrie et la plupart des États balkaniques ont conservé un suffrage censitaire. Quant à l'Empire russe, il a fait marche arrière. La loi électorale qui a autorisé presque tous les hommes adultes à élire la première et la seconde Douma en 1905 et en 1906 est en effet restreinte de façon drastique pour les élections de la troisième et de la quatrième Douma, en 1907 et en 1912. Mais les libéraux, optimistes, considèrent toutefois cette régression comme les remous passagers d'une marée qui, dans un proche avenir, doit irrésistiblement porter au pouvoir un gouvernement constitutionnel.

Cette marée atteint même les chambres hautes traditionnellement conservatrices. Après l'abolition, en France, de la charge de sénateur à vie en 1884, tous les sénateurs français sont désormais élus. Mais la victoire la plus marquante est celle remportée en Grande-Bretagne par la Chambre des communes sur la Chambre des lords. Après avoir rejeté les dispositions en faveur de l'assistance sociale présentées par le dirigeant libéral Lloyd George dans son projet de budget de 1909, les lords sont privés de leur droit de veto sur les lois adoptées par la Chambre des communes.

Le contrôle populaire sur le processus électoral et sur le corps législatif se développe aussi de manière plus subtile, mais non moins importante. En Australie, par exemple, on met en place des isolements et on fournit des enveloppes pour garantir efficacement le vote à bulletins secrets. Son introduction en France en 1913 réduit considérablement l'influence politique insidieuse des notables locaux sur leur entourage. L'allocation, en 1911, d'une indemnité de 400 livres sterling par an à tous les députés de la Chambre des communes permet à ceux qui ne disposent pas de revenus personnels de siéger

1. Cf. p. 234 sur la question du droit de vote des femmes.

dans cette assemblée, qui avait été longtemps, encore plus que les autres parlements européens, dominée par la noblesse.

Néanmoins, l'expansion de la liberté politique est vigoureusement contestée. Les tentatives de démocratiser le système électoral prussien se heurtent à l'opposition déterminée du Kaiser, mais aussi à celle de nombreux libéraux allemands, convaincus par les succès de Bismarck qu'un État fort passe avant les libertés civiles. « À quoi nous serviraient des réformes sociales, s'interrogeait le libéral allemand Friedrich Naumann, si nous sommes envahis par les Cosaques¹ ? » En Autriche, le parlement est, à partir de 1899, paralysé à plusieurs reprises par les revendications des députés tchèques en faveur de l'extension du droit à utiliser les langues des minorités dans les écoles et les cours de justice de l'empire. En Russie, le tsar Nicolas II revient sur les réformes qu'il a été contraint de concéder en 1905. Rétrospectivement, on se rend compte à quel point l'autocratie est toujours solidement ancrée en Europe à la veille de la Première Guerre mondiale.

LE MOUVEMENT SOCIALISTE

Parallèlement aux revendications pour davantage de liberté politique, des exigences de justice sociale et de droits économiques se font jour. Des conditions de vie et de travail difficiles ont suscité les explosions insurrectionnelles de 1848 en Europe et de la Commune de Paris de 1871. Parmi la génération qui précède la Première Guerre mondiale, l'exigence d'un changement social s'amplifie encore, désormais relayée par des organisations bien établies, les syndicats et les partis socialistes.

Les syndicats, au départ simples associations de travailleurs qualifiés rassemblés pour sauvegarder leur métier, se sont transformés à la fin du dix-neuvième siècle en unions de travailleurs rassemblant l'ensemble de la population laborieuse. De nombreux gouvernements ont renoncé à les interdire (la Grande-Bretagne en 1825, la France en 1884). Cependant, après les années 1890, leur croissance rapide commence à alarmer les libéraux aussi bien que les conservateurs. En 1914, les syndicats britanniques et allemands regroupent chacun plus de deux millions de membres, soit environ 30 % de la main-d'œuvre masculine totale. Les syndicats allemands sont à la fois les plus prospères et les mieux organisés. Le nombre de leurs permanents décuple entre 1900 et 1914, passant de 290 à 2 867.

Les syndicats français, qui regroupent moins de 6 % de la population active et disposent d'encore moins de fonds pour financer les grèves, compensent leur manque d'organisation par la force de leur engagement. À plusieurs reprises, entre 1906 et 1909, le gouvernement français fait intervenir la troupe contre les grévistes. Les nouveaux partis socialistes se tournent

1. James J. Sheehan, *The Career of Lujo Brentano*, Chicago, 1968.

avec enthousiasme vers les urnes. L'influence de Karl Marx, qui meurt en 1883, devient prédominante pour ces partis dans les années 1890 (sauf en Grande-Bretagne). Les disciples de Marx, dédaignant les méthodes insurrectionnelles discréditées des révolutionnaires de 1848, croient qu'ils pourront faire tomber les démocraties européennes par le seul pouvoir du nombre grandissant des prolétaires, lesquels peuvent désormais faire valoir leur droit de vote. Cet objectif ne semble pas complètement illusoire en 1914. Le parti social-démocrate allemand remporte 110 sièges et un tiers des voix aux élections de 1912, ce qui fait de lui le premier parti politique au Reichstag. Quant au parti socialiste français, il obtient un million cinq cent mille voix aux élections de 1914, ce qui lui assure 103 députés sur les 602 de la Chambre. En Autriche, les sociaux-démocrates remportent, en 1907, 87 sièges sur les 516 que compte l'Assemblée. À leur apogée, les socialistes-révolutionnaires russes (socialistes agrariens) et les sociaux-démocrates (marxistes) détiennent ensemble 103 des 520 sièges de la première Douma (1906). Quant aux travaillistes britanniques, non marxistes mais militants, ils remportent 29 sièges sur 670 aux élections de 1906.

À la veille de la Première Guerre mondiale, le succès électoral des socialistes constitue une donnée majeure de la vie politique européenne. Quand les socialistes et les libéraux réformateurs unissent leurs forces, ils peuvent promulguer d'importantes réformes sociales, comme celle sur les assurances sociales pour les travailleurs, adoptée en Grande-Bretagne en 1911 grâce aux votes conjoints des travaillistes et des libéraux. Mais pour un grand nombre de libéraux et de conservateurs, le succès rapide des partis marxistes embrase le ciel politique d'éclairs précurseurs de l'orage. Au Reichstag allemand, l'imposante délégation des sociaux-démocrates refuse de se lever pour l'ovation traditionnelle du *Kaiser hoch* !. En réponse, le Kaiser traite les dirigeants sociaux-démocrates de *Reichsfeinde* (« ennemis de la nation »). La question est désormais de savoir si les libéraux européens, qui, traditionnellement, font confiance aux institutions parlementaires, laisseront ces mêmes institutions tomber aux mains des marxistes. Le déclenchement de la guerre interrompt pour le moment cette bataille, qui enflamme tous les esprits.

LE NATIONALISME

Dans l'Europe de 1914, le nationalisme parle plus aux cœurs, y compris au cœur des travailleurs, que ne le fait le socialisme. La notion de souveraineté populaire mène naturellement à l'idée que les citoyens doivent non seulement détenir le pouvoir mais aussi l'exercer avec enthousiasme. La fervente armée de citoyens issue de la Révolution française n'a été que le premier exemple du triomphe de la passion nationale sur le cosmopolitisme blasé de l'aristocratie et du clergé. Se propageant au-delà des frontières de la France, le nationalisme gagne les différentes communautés de langue allemande et

italienne et débouche, au milieu du dix-neuvième siècle, sur la création d'États-nations là où, auparavant, il n'y avait que des principautés de peu de poids. Le jeune italien Fabrice, héros du roman de Stendhal *La Chartreuse de Parme* (1839), voulait rallier l'armée napoléonienne parce qu'il pensait que l'empereur symbolisait le triomphe des grandes nations sur les principautés arriérées, comme le duché de Parme. En Allemagne, en 1848, les révolutionnaires éprouvaient le même mépris pour les trois douzaines de petits États allemands qui avaient survécu aux campagnes napoléoniennes.

Les nouveaux systèmes d'instruction publique, les journaux et la culture populaire ont favorisé l'expansion de l'idée nationale. De façon générale, la nationalité dominante qui prévaut dans chaque grande puissance européenne occidentale s'appuie sur l'école, les rituels publics et le service militaire obligatoire pour consolider l'homogénéité de la nation et renforcer la loyauté des citoyens. Les instituteurs, par exemple, ont entre autres missions celle d'extirper les dialectes régionaux et d'inculquer le sentiment patriotique. Les Bretons, les Basques, les Gallois, ceux qui parlent le provençal ou divers dialectes germaniques ont été absorbés dans des communautés plus grandes. Les populations déracinées des villes nouvelles, en manque de valeurs auxquelles se rattacher, adhèrent volontiers aux parades et aux discours patriotiques. Des cartes où l'Europe apparaît divisée en grandes zones de couleurs vives et sans nuances traduisent assez fidèlement la montée d'entités patriotiques – du moins en Europe occidentale. En 1914, le nationalisme constitue le ciment des grandes puissances occidentales.

En Europe centrale et orientale, par contre, la montée du nationalisme menace les empires multinationaux et polyglottes – Autriche-Hongrie, Russie, Empire ottoman. En redécouvrant la valeur de leur langue et de leur culture, les peuples longtemps dominés, tels les Tchèques et les Polonais, ou les groupes ethniques qui n'ont jamais pu construire leur propre État, comme les Slovaques, les Slovènes, les Albanais ou les Croates, inversent le mouvement qui veut qu'un État ait une seule langue. L'historien tchèque Frantisek Palacky commence ainsi à publier son histoire pionnière du peuple tchèque, *Histoire de la Bohême*, en allemand, langue dans laquelle se fait l'enseignement à travers toute l'Europe centrale et orientale. Mais en 1848, il en publie une version en langue tchèque. Pareilles résurgences de sentiments d'appartenance nationale favorisent naturellement les mouvements séparatistes. En 1913, l'Empire ottoman a perdu – à l'exception de quelques kilomètres carrés – toutes ses possessions européennes, rétrocédées aux nationalités émergentes, Grecs, Serbes, Albanais, Bulgares ou Roumains. L'empire multinational des Habsbourg accorde en 1867 un statut spécial aux Hongrois en créant une dyarchie : l'empereur François-Joseph règne à la fois en tant qu'empereur d'Autriche et roi de Hongrie, les deux États administrant chacun leurs propres affaires intérieures. À la suite de cette concession de taille, toutefois, les Hongrois firent preuve d'intransigeance et s'opposèrent, à leur tour, à toute tentative d'octroyer des concessions similaires aux autres nationalités

assujetties de l'empire : Tchèques, Polonais et Slaves du Sud. Ce refus ne fit qu'exacerber les aspirations de ces peuples à l'autonomie puis, au cours de la Première Guerre mondiale, à une indépendance pleine et entière.

De leur côté, les nationalités dominantes de ces empires menacés renforcent leur propre sentiment d'appartenance ethnique. Les pangermanistes rêvent de réunir, à l'intérieur du Reich, tous les peuples de langue allemande. Quant aux panslavistes, ils ravivent leurs anciennes préventions contre l'Occident et ses innovations, et veulent regrouper tous les Slaves dans le giron de la Sainte Russie. Dans les Balkans, le mouvement panslave aspire à la fois à l'unité et à l'indépendance. Le mouvement pantouranien, de son côté, dans son effort pour moderniser l'Empire ottoman sur le déclin, se donne pour mission de reconquérir les peuples d'Asie centrale qui ont appartenu à la Turquie et de les soumettre à un pouvoir ottoman régénéré.

Loin, toutefois, de renforcer les États existants, la montée des nationalismes d'Europe centrale et orientale a érodé la loyauté dynastique qui souddait les empires multinationaux. Une vague de séparatisme ethnique a déferlé sur l'Europe orientale au dix-neuvième siècle : la guerre d'indépendance grecque contre l'Empire ottoman dans les années 1820 ; des insurrections polonaises contre la Russie en 1848 et 1862 ; les soulèvements bulgare, roumain et des Slaves du Sud contre le gouvernement ottoman en 1875-1878 ; et les guerres des Balkans de 1912-1913. D'autres minorités ethniques se mettent à revendiquer aussi leur indépendance.

L'héritage des grands principes

LE LIBÉRALISME

À l'aube du vingtième siècle, un grand nombre d'Européens – pour la plupart appartenant aux classes moyennes ou aspirant à en faire partie – considèrent comme acquises les valeurs du libéralisme¹. La pensée libérale a été formulée pour la première fois à la fin du dix-huitième siècle par les philosophes français, suivis au début du dix-neuvième siècle par les rationalistes progressistes. Néanmoins, vers 1900, leurs combats héroïques sont derrière eux et ce qu'il en reste est un ensemble de vérités générales qui semblent aller de soi pour un grand nombre d'Européens.

Première vérité : le monde est accessible à la raison humaine. L'univers est un système ordonné, régi par un ensemble de lois dont les scientifiques dévoilent progressivement les ressorts. La découverte par Isaac Newton

1. L'usage courant, en américain, du mot libéral, qui fait vaguement référence à l'extrême-gauche, peut créer une confusion. Dans cet ouvrage, nous conservons le sens original de ce terme : foi dans le progrès, individualisme et intervention limitée de l'État, valeurs qui imprègnent les classes moyennes européennes au début du vingtième siècle.

(1642-1727) que les mêmes lois de la gravitation régissent aussi bien la chute d'une pomme que la rotation des planètes a mis en évidence cette réalité, qui a été vulgarisée, au dix-huitième siècle, par des philosophes comme Voltaire. Au dix-neuvième siècle, les progrès de la science ont familiarisé les hommes avec l'idée que le monde pouvait être appréhendé par l'intelligence humaine.

Seconde vérité : tout homme peut comprendre cet univers ordonné. Grâce à une qualité innée dont il est doté, la raison, il peut, une fois libéré des superstitions par l'éducation, parvenir à la connaissance d'un savoir objectif aisément partageable avec toute personne bien informée. Comme l'a écrit le philosophe libéral anglais John Stuart Mill dans son ouvrage *De la liberté* (1859) :

« Comment se fait-il donc qu'il y ait globalement une prépondérance d'opinions et de conduites rationnelles chez les hommes ? [...] Cela est dû à la qualité de l'esprit humain [...] à savoir le fait que ses erreurs soient rectifiables. Il est capable de les corriger par la discussion et l'expérience [...]. Les fausses opinions et les fausses pratiques cèdent graduellement le pas aux faits et aux arguments¹. »

John Stuart Mill mourut en 1873, mais l'espoir mesuré qu'un libre débat conduisait à une vérité supérieure était largement tenu pour acquis vers 1900.

De ces deux axiomes de la pensée libérale découlent les corollaires de la pratique du libéralisme. L'instruction est son arme principale. Son but premier est de libérer les individus des superstitions religieuses et des distinctions sociales héritées, qui entravent le plein développement des potentialités de la raison – d'où l'aspiration, à la fin du dix-neuvième siècle, des classes moyennes européennes à une instruction primaire universelle, laïque, gratuite et obligatoire. Elle a été réalisée, en Europe occidentale, dans les années 1880 ; elle est même reconnue comme un objectif à atteindre dans la Russie tsariste à la veille de la Première Guerre mondiale, bien qu'il reste toujours un grand nombre d'illettrés en Russie, mais aussi en Espagne, en Italie et dans les Balkans.

Une fois la raison des individus libérée par l'instruction, l'individu accède au statut de citoyen, selon le mot en vogue sous la Révolution française. La citoyenneté traduit une communauté d'individus égaux dans une société libre. Les citoyens sont censés prendre part aux décisions politiques sans devenir les jouets d'un quelconque préjugé ou d'une quelconque démagogie – ce qui explique l'adhésion progressive des libéraux européens aux principes du suffrage universel pour les hommes, au fur et à mesure des progrès de l'alphabétisation. Les citoyens d'un État libéral idéal doivent jouir d'une égalité devant la loi et d'une égale opportunité de choisir la carrière correspondant à leurs talents. Il s'ensuit qu'une telle société de citoyens ne peut

1. John Stuart Mill, *De la liberté*, Gallimard, 1990.

qu'être naturellement harmonieuse et que l'intervention de l'État peut se limiter au strict minimum pour assurer l'ordre social. Il faut souligner que, pour un grand nombre de libéraux, la citoyenneté appartient à la sphère publique, c'est-à-dire au monde masculin ; quant aux femmes, leur place est dans la sphère privée de la maison et de la famille¹.

Les libéraux considèrent que les intérêts économiques sont non antagonistes et naturellement en harmonie. Ainsi, si l'*homo economicus*, une sous-espèce de l'homme rationnel, est laissé libre de toute interférence malvenue de l'État, il est capable de produire plus et à meilleur marché pour le bien de la communauté comme pour son propre bien. Le marché doit donc être libre de régler tout seul les déséquilibres temporaires de l'emploi, des salaires et des prix, comme sous l'effet d'une « main invisible » – pour reprendre une métaphore chère à l'économiste libéral Adam Smith (1723-1790) et à ses disciples. Naturellement, ce modèle idéal d'une économie du *laissez-faire* n'existe nulle part dans l'Europe de 1914, ne serait-ce que parce que les entrepreneurs aspirent au protectionnisme de l'État face à la concurrence étrangère et aux organisations ouvrières. Néanmoins, en 1914, les économistes libéraux bataillent ferme contre les droits de douane et les cartels, convaincus qu'un système mondial de libre-échange est le système le plus efficace pour parvenir à une abondance de produits bon marché.

Les succès visibles de la science et de la technologie au dix-neuvième siècle, la diffusion rapide de l'instruction, l'expansion des libertés politiques et une croissance économique sans précédent nourrissent l'espoir chez les libéraux d'un progrès humain sans limite. C'est le message de l'Exposition universelle de Paris (1900). Le scientifique français Marcellin Berthelot proclame en 1895 sa foi dans le rêve positiviste du dix-neuvième siècle : « C'est ainsi que le triomphe universel de la science arrivera à assurer aux hommes le maximum possible de bonheur et de moralité². »

LE CONSERVATISME

Le conservatisme est le système de valeurs des souverains, des aristocrates, de la plupart des membres du clergé et de leurs adeptes. Les conservateurs européens ont une vision pessimiste de la nature humaine. Selon eux, l'humanité « dépravée » doit être guidée par des chefs naturels. La plupart ne croient plus que ceux-ci sont envoyés par Dieu ; un nombre croissant de conservateurs laïcs considèrent que ces chefs sont le produit des circonstances historiques. De leur point de vue, les sociétés humaines sont le fruit d'une longue évolution. Selon une analogie qui leur est chère, chaque partie

1. Mill n'approuve pas cette conception ; il plaide en faveur de droits politiques plus importants pour les femmes. Cf. son livre *L'Asservissement des femmes*, Payot, 2005.

2. Marcellin Berthelot, « Science et morale », *Revue de Paris*, 1^{er} février 1895.

de la société est complémentaire, à l'image de l'organisme humain. Démembrer cet organisme social au nom d'un principe abstrait, quel qu'il soit, est, à leurs yeux, pire qu'un crime : c'est une folie destructrice.

On aurait tort de ne voir dans le conservatisme européen du début du vingtième siècle qu'une nostalgie d'un passé révolu. À l'origine, le conservatisme des temps modernes est né en réaction à la Révolution française de 1789. En 1914, la menace du socialisme et de la révolution sociale (comme en France en 1871 et en Russie en 1905) a réactivé les menaces plus anciennes que représentent la démocratie et le nivellement social.

Peu avant 1914, le conservatisme moderne connaît une renaissance et une mutation considérables. Une nouvelle génération de propagandistes et d'organisateur fait sortir le conservatisme de ses châteaux et le fait descendre de ses chaires pour aller à la conquête de la rue. Adapté à l'ère des foules, ce nouveau conservatisme sait s'appuyer sur les enthousiasmes collectifs – nationalisme, anticapitalisme, racisme, antisémitisme – qui relaient les valeurs traditionnelles liées à la hiérarchie sociale, à la société naturelle et à la foi. Alors qu'un conservatisme traditionnel règne dans les campagnes et les châteaux d'une Europe orientale et méridionale paysanne et aristocratique, deux capitales – Paris et Vienne –, où les valeurs du libéralisme ont été érodées par les peurs du déclin national, du socialisme et de la décadence culturelle, voient apparaître de nouveaux leaders conservateurs aux pratiques innovantes.

À Paris, le mouvement de Charles Maurras, l'Action française, qui appelle à la restauration de l'Église et de la royauté, seul moyen pour faire barrage au déclin et au relâchement prétendus de la Troisième République, s'inscrit dans la continuité d'un conservatisme traditionnel. Mais Maurras développe aussi des idées nouvelles. Il célèbre la force physique, prône l'action et même la violence dans la vie publique. Son escouade de gros bras, les camelots du roi, composée pour la plupart d'étudiants, perturbe bruyamment les meetings socialistes et les cours des professeurs connus pour leurs idées libérales. Maurras séduit les commerçants menacés par les dettes et la concurrence avec ses idées antisémites et un anticapitalisme sélectif qui prend pour cible les banques et les grands magasins. Il propose de supprimer les conflits de classes en leur substituant la solidarité nationale. La vraie innovation de l'Action française est de souder conservateurs traditionnels et anciens libéraux apeurés contre des ennemis communs : les internationalistes, les socialistes, les anticléricaux et les Juifs.

De son côté, le mouvement national germanique de Georg von Schönerer naît aux confins déchirés de l'empire des Habsbourg, où les habitants de langue allemande voient leur ancienne prééminence remise en question par la montée du nationalisme slave et des revendications socialistes. Schönerer, fils d'un aristocrate libéral, se moque de la foi de son père en une monarchie constitutionnelle modérée. Cependant, à la différence des conservateurs traditionnels, il accuse son gouvernement de laisser l'empire des Habsbourg

s'affaiblir. Avec une agressivité tranchante caractéristique de la nouvelle droite, Schönerer recrute dans ses rangs, dans les années 1880, des étudiants, des commerçants et de fervents nationalistes sur un programme démagogique, populiste et antisémite¹. L'influence de Schönerer se fait encore sentir à Vienne en 1907, au moment où le jeune Adolf Hitler arrive dans la capitale, rêvant d'une carrière artistique.

LES ÉGLISES

En 1914, la plupart des Européens sont croyants. Néanmoins, les Églises sont affaiblies. La généralisation de l'instruction et l'exode rural vers les villes ont diminué la pratique religieuse dans les campagnes. L'influence du positivisme, la croyance que la science peut trouver pour toute chose une explication rationnelle sape profondément les fondements de la foi.

Au début du vingtième siècle, les Églises ne se maintiennent qu'en prenant appui sur le conformisme et le passéisme. Les habitants des villages traditionnels et les bourgeois apeurés, qui voient dans la religion le moyen d'affirmer leur respectabilité et de garantir l'ordre social, constituent leur principal soutien. Piliers de l'ordre établi, les Églises s'attirent fréquemment le ressentiment des pauvres. En Russie, le procureur du Saint-Synode à la tête de l'Église orthodoxe est appointé par le tsar et l'Église reçoit la plupart de ses fonds de l'État. Quant à l'Église catholique, plus influente en Europe méridionale, en Pologne et en Rhénanie, elle a certes un rayonnement international, mais sa doctrine sociale fournit un appui considérable à l'autorité établie. De leur côté, les Églises d'État protestantes (comme l'Église d'Angleterre et les Églises luthériennes d'Allemagne et de Scandinavie) offrent aux classes moyennes l'occasion d'afficher chaque semaine leur respectabilité.

Vers une nouvelle conscience

En 1914, de nombreux Européens instruits ne remettent pas en question ces principes hérités du passé. Cependant, au milieu du dix-neuvième siècle, des intellectuels commencent à les rejeter ; les premiers défis viennent d'individus isolés : l'angoisse religieuse du théologien danois Sören Kierkegaard, la sensibilité introspective d'un poète comme Baudelaire, et le mépris magistral du philosophe allemand Friedrich Nietzsche pour la mollesse et la médiocrité des valeurs chrétiennes et libérales. Ces solitaires à la recherche d'autres horizons ne commencent à être appréciés que dans les années 1890. Après 1900, le rejet par les intellectuels des pistes suivies au dix-neuvième siècle pour appréhender l'expérience humaine prend l'ampleur d'un vaste

1. La Nouvelle Droite sera étudiée plus en détails au chapitre VII.

mouvement de fond. En 1914, c'est une véritable révolution qui est alors à l'œuvre dans la science, l'esthétique et les idées.

LA RÉVOLUTION DANS LES SCIENCES

À la différence des triomphes de la technique au dix-neuvième siècle, faciles à saisir, les réalisations scientifiques remarquables du nouveau siècle sont à la fois difficiles à comprendre et troublantes. Les physiciens lancent comme un défi des hypothèses sur la nature même de la matière. Tout au long du dix-neuvième siècle, les physiciens ont continué à supposer, comme Démocrite en 490 av. J.-C., que la matière était composée de particules matérielles irréductibles ou atomes. La découverte accidentelle des rayons X par le physicien allemand Wilhelm Röntgen, en 1895, réoriente les recherches vers leurs propriétés. Les résultats remettent radicalement en cause les hypothèses précédentes. Le physicien britannique J. J. Thompson découvre en 1897 que les rayons X, en traversant un gaz, dégagent de minuscules particules chargées d'électricité, qui laissent des empreintes sur une plaque photographique. La stabilité de ces particules, soumises à diverses forces de radiation, suggère à Thompson l'idée qu'il s'agit d'éléments. Par la suite, des chercheurs désigneront ces particules sous le nom d'électrons. Les atomes ne sont donc pas irréductibles, mais contiennent, en eux-mêmes, des univers entiers. Ces découvertes ouvrent un nouveau champ, celui de la physique atomique.

À peu près au même moment, en 1900, le physicien allemand Max Planck, impuissant à expliquer par les calculs mécaniques conventionnels la façon dont l'énergie est transmise le long du spectre de la chaleur irradiante, émet l'hypothèse que l'énergie ne circule pas de façon continue, mais par explosions périodiques, qu'il désigne sous le nom de quanta. La théorie quantique de Max Planck aura de multiples applications, notamment pour l'expérimentation en physique atomique. Elle permet ainsi à Thomas Rutherford et à Niels Bohr de décrire, dès avant 1914, le mouvement tourbillonnant des électrons à l'intérieur même de l'atome.

À la même époque, entre 1905 et 1916, un jeune physicien allemand, Albert Einstein, démontre mathématiquement que l'espace et le temps absolus n'existent dans aucun sens du terme. À la différence de l'univers newtonien, la physique du vingtième siècle commençant explore ainsi un monde dont les mystères sont incompréhensibles pour de simples observateurs.

LA RÉVOLUTION DANS LES ARTS ET LA PENSÉE

Une révolution aux conséquences tout aussi importantes transforme le monde des arts et de l'esthétique au cours de la décennie qui précède 1914.

Les deux révolutions, scientifique et esthétique, ne sont pas sans rapports. La découverte de particules plus petites que les atomes, écrit Kandinsky, le conduit à repenser la notion de « réalité » en art. Le peintre affirme que son premier tableau purement abstrait, une aquarelle où s'entrecroisent des lignes sur un fond de couleurs, remonte à 1910. Un autre peintre russe, Casimir Malevitch, indépendant de tout mouvement, se libère complètement de l'objet avec la géométrie simple de son *Carré noir sur fond blanc* en 1913 et continue dans le même sens en peignant des abstractions géométriques, comme son tableau intitulé *Blanc sur blanc* en 1918.

Les peintres reconnus ont depuis longtemps abandonné le réalisme photographique. Les impressionnistes comme Claude Monet, par exemple, décomposent l'image en une multitude de particules chatoyantes, espérant ainsi saisir la lumière de façon plus scientifique. Vincent Van Gogh, Paul Gauguin et Paul Cézanne réagencent arbitrairement la nature afin d'en augmenter le pouvoir évocateur. Ce qui singularise des peintres comme Kandinsky et Malevitch après 1910, c'est leur quête d'un art purement intérieur sans aucune référence au monde extérieur. L'ouvrage de Kandinsky *Du spirituel dans l'Art* (1912) donne la première justification de l'abstraction pure. Selon Kandinsky, le peintre est capable de communiquer directement avec le public à travers les sentiments suscités par la couleur et la forme. Il transpose ses propres sentiments en couleur et en forme directement sur la toile ; la couleur et la forme, à leur tour, éveillent une émotion foncièrement similaire dans l'âme de celui qui regarde le tableau. Kandinsky voulait que la peinture s'apparente à la musique, l'art qui n'aspire pas à aller au-delà du langage immédiat du rythme et de la mélodie. Les couleurs comme les sons étaient chargés d'émotions : « La couleur est le clavier, les yeux sont les marteaux, et l'âme est le piano avec les cordes... Le blanc sonne comme un silence, un rien avant tout commencement... Le jaune est une trompette stridente... La peinture devient une musique des couleurs¹. »

À la veille de la Première Guerre mondiale, quelques peintres vivant à Munich, dans le sillage de Kandinsky, préfèrent cependant une distorsion violente de la nature à sa négation totale. Les expressionnistes des mouvements *Die Brücke* (Le pont) et *Blaue Reiter* (Le cavalier bleu) manifestent fortement leurs sentiments de révolte et leur critique sociale par des couleurs et des sujets violents et à travers des figures humaines volontairement déformées.

La France est l'autre grand foyer où les artistes se livrent à des expérimentations. Les peintres parisiens Henri Matisse et André Derain passent l'été 1905 à Collioure, un village de pêcheurs au bord de la Méditerranée, avec le dessein de briser « le vernis d'un art exagérément raffiné ». On reconnaît sur leurs toiles le port et la mer, mais ils sont peints en aplats aux couleurs si vives et si inattendues que Matisse et ses amis sont aussitôt surnommés les « fauves » (en dépit du fait que Matisse soit toujours en costume cravate !).

1. Wassily Kandinsky, *Du Spirituel dans l'Art*, Paris, 1912.

Après 1908, Georges Braque et Pablo Picasso sont à l'origine du cubisme. Le cubisme aspire encore à représenter la nature, mais une nature profondément transformée par l'œil du peintre, en sorte qu'un objet ou un corps humain soit représenté simultanément de plusieurs points de vue.

L'année suivante, en 1909, deux peintres italiens installés à Paris, Filippo Marinetti et Umberto Boccioni, rejettent avec dédain les goûts conventionnels et la culture académique dans leur *Manifeste futuriste* et appellent de leurs vœux une nouvelle esthétique fondée sur la violence et la vitesse. « Une automobile en pleine vitesse est plus belle que la Victoire ailée de Samothrace. » Les futuristes rêvent de brûler les bibliothèques et les musées ; ils exaltent la guerre et la « subordination des femmes ».

En dépit de leurs différences, les artistes qui se livrent à de telles expériences, dans la décennie qui précède 1914, partagent un certain nombre de valeurs communes. Ils rompent totalement avec une tradition artistique apparue en Europe occidentale au cours de la Renaissance, selon laquelle l'artiste donne une vision universellement compréhensible de la nature. De ce fait, les peintres dissidents rompent avec l'idée même d'un apprentissage de la technique et de la transmission d'un savoir-faire artistique par des maîtres. L'expression artistique devient totalement subjective ; comme telle, elle ne relève désormais d'aucune norme universellement applicable.

Dès lors, les tendances créatrices individuelles de chaque artiste l'emportent sur les techniques et les savoirs acquis. Toute nouvelle source de créativité devient légitime. Certains valorisent la spontanéité de l'enfance ou les sentiments primitifs libérés de la raison et de l'éducation. Ainsi, Paul Gauguin recommande aux peintres de délaisser les chevaux des frises du Parthénon pour puiser plutôt leur inspiration dans le cheval à bascule de leur enfance. Une exposition de masques africains à Paris, en 1905, aura une résonance profonde sur les artistes de l'époque : fauves, cubistes et expressionnistes munichois se mettent à étudier l'art primitif dans les musées d'ethnographie. Puisque l'art n'est plus astreint à un modèle appris, il devient en théorie ouvert, pour la première fois, à d'autres classes sociales que la bourgeoisie. Le percepteur des douanes Henri Rousseau (1844-1910) n'est pas vraiment un prolétaire ; il n'est pas non plus d'une totale naïveté, mais ses tableaux, qui offrent une vision d'un monde innocent, ravissent ceux qui aspirent à un art non académique.

Dans d'autres domaines aussi, on redécouvre la subjectivité en ce début du vingtième siècle. Le philosophe français Henri Bergson (1859-1941) se détourne de son intérêt de jeunesse pour les mathématiques et la mécanique, pour déchiffrer la nature du temps. La différence irréductible entre le temps mesuré par les physiciens et l'expérience subjective individuelle que chacun fait de la durée le frappe tellement qu'il y consacre le reste de sa carrière.

Bergson commence à donner une série de conférences à Paris en 1897 et suscite l'enthousiasme des étudiants après la publication, en 1907, de son livre *L'Évolution créatrice*. Ses dernières conférences, qui exaltent l'élan vital

dont, « d'un immense réservoir de vie, [...] s'élan[ent] sans cesse des jets » et ses allusions mystiques à l'immortalité lui gagnent une plus large audience encore. En définitive, l'influence de Bergson n'est pas étrangère au retour vers la religion de quelques intellectuels français avant 1914 ; elle se fait aussi sentir dans la subtile exploration du temps et de la mémoire entreprise par Marcel Proust dans *À la Recherche du temps perdu*, dont le premier volume paraît en 1913.

Sigmund Freud est alors le maître incontesté de ce « recouvrement de l'inconscient¹ ». Dans les années 1880, il a commencé par exercer comme neurologue à Vienne. Certains de ses collègues utilisent l'hypnose dans le traitement de maladies mentales sans origine physiologique. En 1892, Freud se penche sur le cas de Mlle Elizabeth von R., sur qui l'hypnose n'a aucun effet. Il expérimente alors un nouveau traitement : le malade allongé sur un divan, les yeux fermés, doit se remémorer les incidents survenus avant sa maladie en remontant parfois jusque dans un passé lointain, laissant des associations d'idées lui venir librement à l'esprit. Ces expériences mènent Freud à la conviction que de nombreuses maladies mentales ont leur origine dans un traumatisme d'ordre sexuel refoulé durant l'enfance. Selon lui, de telles maladies peuvent être traitées par le recours à des séances émotionnellement intenses, qu'il désigne maintenant sous le nom de psychanalyse.

Convaincu que la puissante vie mentale de l'inconscient peut être étudiée et traitée selon des méthodes scientifiques, Freud étudie aussi l'importance des rêves et des actes manqués, qui nous livrent les clés de l'inconscient. En 1899, son livre *L'Interprétation des rêves* établit des analogies avec les grands mythes antiques, comme le mythe d'Œdipe, pour illustrer la jalousie inconsciente et la rivalité d'ordre sexuel que Freud perçoit entre les fils et les pères, et pour montrer le lien de dépendance entre la pensée rationnelle consciente et l'inconscient.

Les deux découvertes primordiales de Freud – la force de l'inconscient et l'importance de la sexualité infantine dans le développement de la personnalité – découlent simplement de ses efforts pour comprendre et traiter les maladies mentales. Il faudra attendre que la Grande Guerre révèle l'irrationalité des hommes pour qu'on mesure à leur juste valeur ces découvertes.

RÉACTIONS À LA RÉVOLUTION CULTURELLE

Les artistes précédemment évoqués ne constituent qu'une minorité dissidente en 1914. Ils suscitent une violente animosité dans un monde beaucoup moins tolérant envers les innovations artistiques et intellectuelles qu'il ne le sera après le succès de ces pionniers. La vie culturelle et intellectuelle

1. L'expression est de H. Stuart Hughes, *Consciousness and Society*, New York, 1958.

est, en effet, étroitement contrôlée, et donne alors à l'*establishment* intellectuel le pouvoir de bannir les innovateurs.

À Paris, par exemple, l'École des beaux-arts détient de fait le monopole de l'enseignement formel en peinture, en sculpture et en architecture, et les maîtres reçoivent leur traitement du ministère de l'Instruction publique. Jusqu'en 1881, l'État exerce son contrôle sur la Société des artistes français qui, chaque année, à l'occasion de son Salon annuel, présente une sélection des nouveaux peintres ayant reçu son aval. Le Salon officiel rejette qui-conque sort des cadres d'un classicisme sans originalité, toujours enseigné dans les écoles. Les artistes d'avant-garde doivent exposer leurs œuvres séparément, au Salon des indépendants (après 1884) ou au Salon d'automne (après 1903), et dépendent financièrement d'amis ou de quelques acheteurs audacieux.

En Angleterre, le conservateur lord Leighton, qui dirige l'Académie royale des arts durant près d'un demi-siècle, insiste sur le fait que l'art est la représentation d'objets visibles et tangibles aux yeux du peintre. Le personnel de cette Académie est composé de quarante académiciens, qui choisissent leurs propres successeurs et exercent un monopole sur l'enseignement des arts jusqu'au moment où est fondée, à la fin du siècle, la Slade School of Fine Arts à l'Université de Londres. À Berlin et à Vienne, les artistes d'avant-garde, qui se voient refuser l'accès aux expositions d'art officielles, exposent leurs œuvres dans des salons à part, d'où le nom de Sécession donné à leur mouvement.

Les musées, dont le principe fondateur, au dix-neuvième siècle, repose sur le respect inspiré par les classiques, sont pareillement fermés aux avant-gardes. Dans toute l'Europe, la classe au pouvoir identifie souvent le modernisme à une décadence culturelle qui semble menacer les mœurs autant que le bon goût.

En 1908, l'empereur allemand Guillaume II démet de ses fonctions le directeur du musée des Beaux-Arts de Berlin pour avoir osé acheter quelques œuvres de peintres modernes. Quant à son épouse, l'impératrice, elle a mis un terme, trois ans plus tôt, à la production de *Salomé*, l'opéra naturaliste de Richard Strauss.

Les scientifiques bénéficient d'une plus grande autonomie dans les laboratoires des universités, même si Einstein se voit, au lendemain de la guerre, accuser de dépravation culturelle juive par les nationalistes allemands, tout comme Freud à Vienne.

Les révolutions culturelles qui touchent la génération d'avant 1914 réussissent néanmoins à poser les fondements d'une nouvelle conscience qui, après la Première Guerre mondiale, sera communément acceptée. Les réussites de ces pionniers nous sont aujourd'hui si familières et leurs expériences si variées et si uniques que la vie culturelle à la veille de 1914 peut nous sembler une sorte de brillant feu d'artifice dépourvu de sens précis. Nous pouvons cependant en distinguer les traits principaux. Une nouvelle

esthétique, fondée sur la sensibilité et la vision personnelle, y a remplacé une esthétique plus objective de représentation du monde extérieur. La conscience humaine révèle des profondeurs inconnues et la place que la raison y occupe se voit remise en question. Le monde lui-même ne semble plus pouvoir être interprété qu'à travers les hypothèses les plus subjectives. C'est ce que l'historien Carl Schorske a appelé la « grande réévaluation » :

« La primauté de la raison chez l'homme, la structure rationnelle du monde, et la signification de l'Histoire furent envoyées à la barre de l'expérience psychologique individuelle pour être jugées¹. »

Dans l'Europe de 1914, dominée par des classes moyennes bien établies, quelques-uns rêvent d'une sorte de raz de marée apocalyptique qui balaierait au loin l'ennuyeuse médiocrité bourgeoise. Durant l'été 1913, le jeune romancier britannique D. H. Lawrence écrivait à des amis : « Ma religion est celle du sang et de la chair, qui sont bien plus sages que l'intellect. L'esprit peut aller mal, mais ce que le sang éprouve, croit et dit, est toujours vrai². »

1. Carl E. Schorske, « The Idea of the City in European Thought », in Oscar Handlin (éd), *The Historian and the City*, Cambridge, MA, 1963.

2. *The Portable D. H. Lawrence*, Diana Trilling (éd), New York, 1947. Il faut ajouter que Lawrence, marié à une Allemande, resta pacifiste durant la Grande Guerre.